

***l'Anti*capitaliste**

n°656 | 6 avril 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



PAR LA GRÈVE ET NOS MOBILISATIONS

NOUS POUVONS

BLOQUER

LE GOUVERNEMENT

Dossier

**Grèves, blocages,
manifs sauvages...
et maintenant?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Macron reporte l'obligation
du SNU** Page 2

PREMIER PLAN

**Répression. Darmanin ou
le visage le plus abject de
l'autoritarisme macronien**

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**États-Unis. Trump inculpé:
quel sera l'impact politique?**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Reportage. Au Kurdistan, le Newroz
de la colère, par Mireille Court**

Page 12



édito

Par LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES

Macron reporte l'obligation du SNU

Décidément quand ça ne veut pas, ça ne veut pas ! Contesté par le corps enseignant, rejeté par les organisations de jeunesse, décrié par une partie des états-majors (pour leurs intérêts propres), le Service national universel (SNU) ne sera pas rendu obligatoire ni étendu pour l'instant.

Initié en 2019, sur la base du volontariat, le SNU devait accueillir 400 000 jeunes jusqu'en 2022. Seuls 52 000 l'ont fait entre 2019 et 2022. Il s'agit pourtant d'une des priorités affichées du quinquennat « pour » la jeunesse. En janvier 2023, l'autre mesure-phare de Macron a été abandonnée face à un front syndical inédit : la réforme des lycées pro, où était prévue une augmentation de 50 % du temps passé en entreprise, au détriment du temps et des moyens alloués à l'enseignement.

Ce report illustre une crainte de la Macronie d'une rupture politique et sociale des jeunes générations avec son projet politique global. Et il y a de quoi : nomination de ministres accusés de violences sexuelles et sexistes, laisser-faire de la catastrophe écologique en cours, dégradation et pression exacerbée du parcours scolaire. Autant de mépris face aux préoccupations des jeunes.

Et c'est sur la question du 49.3 et des violences policières que la colère de la jeunesse se cristallise dans les lycées et les établissements du supérieur. La violence physique et antidémocratique du régime les a fait rejoindre le mouvement. Remise en cause de l'appareil d'État et des corps du « maintien de l'ordre » ne fait donc pas bon régime avec une extension et une obligation du SNU, considéré comme un retour du service militaire.

C'est ce qui a poussé le gouvernement à reculer : la crainte que la mobilisation de la jeunesse se poursuive et passe d'une échelle significative à une échelle de masse. Voire qu'elle prenne le relais du mouvement. Ah, le joli mois de mai...

Ce report d'obligation et d'extension du SNU est une bonne nouvelle. La mobilisation de la jeunesse doit se poursuivre et se renforcer dans le cadre du mouvement sur les retraites. Au-delà, c'est bien une mobilisation contre le SNU qu'il faut réussir à développer à large échelle. Avec notamment deux mots d'ordre : empêcher l'extension et l'obligation du SNU, puis exiger sa suppression totale !

Tout ce qui reste au pouvoir, c'est l'utilisation de tous les leviers institutionnels à sa disposition pour faire passer la réforme : procédures parlementaires antidémocratiques et répression policière.

Répression, 49.3 : ce pouvoir est illégitime

Macron et les siens frappent fort : 44.3, 47.1, 49.3... Le pouvoir aura prouvé une fois de plus que la 5^e République est un régime autoritaire qui permet à un gouvernement minoritaire de faire passer des lois, et qu'il faut en finir avec cette Constitution.

Darmanin et les siens tapent fort : la répression policière atteint un niveau inédit, à Sainte-Soline notamment, et dernièrement à Albi où des militants syndicaux ont été arrêtés par la police chez eux, devant leurs familles. Un collectif d'avocats vient d'ailleurs de déposer une centaine de plaintes contre les détentions arbitraires.

« La patrie des droits de l'homme » ?

Les méthodes répressives du gouvernement sont dénoncées par diverses organisations de défense des droits démocratiques et humains, par l'ONU et le Conseil de l'Europe dont la Commissaire aux droits humains, Dunja Mijatović, a déclaré que « dans le contexte du mouvement social, les libertés d'expression et de réunion s'exercent dans des conditions préoccupantes ».

Toujours du côté de l'ONU, les experts s'intéressent aussi aux effets de la loi Kasbarian-Bergé qui doit être adoptée mardi 4 avril et alertent « sur la régression [qu'elle constitue], et sur le risque qu'elle conduise la France à violer ses engagements internationaux » tout en se disant « confiant dans le fait que les sénateurs prendront nos alertes en considération. Ce qui importe, c'est la réputation de la patrie des droits de l'homme ».

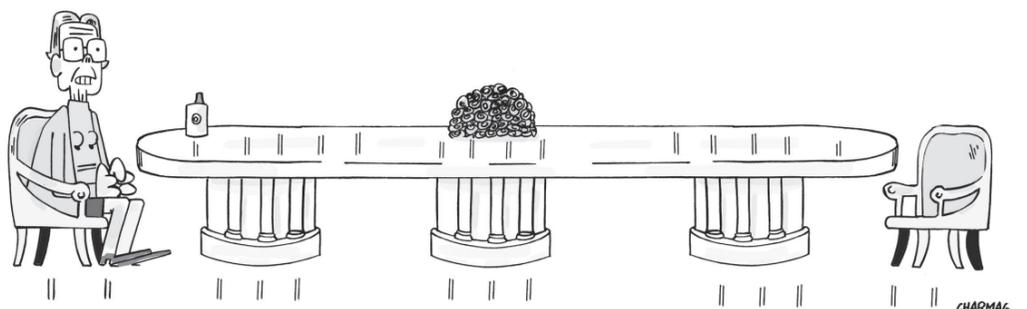
Une confiance que le mouvement social actuel ne saurait partager après tant d'années d'attaques sociales, de mépris et de répression de la part de ce gouvernement. Il est triplement illégitime : par ses scores très faibles aux élections présidentielle et législatives, par son utilisation du 49.3 pour une réforme minoritaire dans la population, par

À la Une

PAR LA GRÈVE ET NOS MOBILISATIONS

Nous pouvons bloquer le gouvernement

Malgré son affaiblissement, le gouvernement Borne-Macron s'acharne à vouloir faire passer sa réforme des retraites. La grande majorité de la population s'y oppose. La réforme est minoritaire à l'Assemblée, et des millions de personnes se sont déjà mises en grève et ont manifesté.

BORNE
RELANCE LE
DIALOGUE

ses méthodes autoritaires. Nous devons l'arrêter ! Darmanin veut désormais interdire l'association les Soulèvements de la Terre. Interdire, réprimer les révoltes : voilà leur politique ! Et Darmanin, qui a fait sien la rhétorique et la politique de l'extrême droite, doit dégager sans délai !

Rien à attendre des institutions

Il n'y a rien à espérer de la décision des neuf « sages » qui feront une interprétation toute politique de la réforme des retraites le 14 avril prochain. Six d'entre eux ont été nommés par la macronie et sont donc tout acquis au Président qui a montré, pas plus tard que lors de son voyage dans les Hautes-Alpes, qu'il ne céderait rien.

Tous les leviers institutionnels sont bons pour préserver l'équilibre actuel du rapport de forces. Certains semblent d'ailleurs vouloir s'unir contre la Nupes, comme dans la 1^{re} circonscription de l'Ariège, où Martine Froger (PS dissidente) a été

élue avec les voix d'un front républicain qui va du PS au RN. Preuve que nous ne pouvons compter que sur nos forces, celles de la rue.

Nous pouvons gagner, nous devons gagner

Or, le mouvement est d'une puissance historique, même s'il a des faiblesses : les grèves reconductibles ne sont pas assez fortes, de même que les assemblées générales et réunions interprofessionnelles où on discute du mouvement, de ses suites, où on organise des actions collectives.

Nous avons besoin, comme en Mai 1968, d'une grève générale, d'un blocage du pays, pour faire reculer le pouvoir. Pour la construire, il nous faut réussir les grandes journées de grève, y être à chaque fois des millions et que chaque secteur qui le peut reconduise les grèves. L'enjeu est de réussir la journée de grève et de manifestations du jeudi 6 avril appelée par l'intersyndicale. Nous pouvons, nous devons être encore plus nombreuses et

nombreux que lors des précédentes journées. Les actions de blocages, de gares, de routes ou autres, permettent aussi de mettre en difficulté le gouvernement et le patronat.

Le NPA propose qu'à ces actions, qui dépendent de nous touTEs, de ce que nous sommes capables de discuter dans nos assemblées générales et réunions interprofessionnelles, s'ajoute la perspective de réunions de toutes les organisations de gauche, associations, syndicats, partis, pour discuter de la manière de construire une réponse sociale et politique des exploitésEs et des opprimésEs, face à Macron, au patronat et à leur 5^e République, et de poser la question d'un pouvoir réellement au service de notre camp social. Un autre objectif est de mettre en débat une grande manifestation à Paris, vers l'Élysée, pour aller chercher Macron. On a viré Louis XVI, on a empêché Charles III de venir parader, on peut bien virer le roi Macron, Emmanuel I^{er} !

Nouveau Parti anticapitaliste

BIEN DIT

Nous nous sommes déjà prononcés contre l'usage des grenades de désencerclement et des lanceurs de balles de défense. Les pays du Nord, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, ne les utilisent pas. Ce n'est pas pour rien, mais parce qu'il y a un risque pour les personnes.

CLAIRE HÉDON (Défenseuse des droits),
lemonde.fr, 28 mars 2023.

RÉPRESSION Darmanin ou le visage le plus abject de l'autoritarisme macronien

Le samedi 25 mars, à Sainte-Soline, les « forces de l'ordre », doux euphémisme utilisé pour parler du bras armé de l'État, ont démontré que le pouvoir était prêt à tout pour briser la contestation sociale. Ce qui s'est joué dans les Deux-Sèvres ce jour-là allait bien au-delà de la défense militaire d'une mégabassine : c'est un gouvernement contesté et fragilisé qui a voulu faire une démonstration de force, avec en pointe l'ambitieux et dangereux Gérald Darmanin.

« L' autoritarisme est une composante du macronisme, dont les projets d'adaptation brutale des structures économiques et sociales françaises aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé passent par une caporalisation de la société, une marginalisation des corps intermédiaires et une mise sous tutelle des contre-pouvoirs. »¹ Ces lignes ont été écrites il y a près de six ans, en juillet 2017, alors que

Macron venait tout juste d'être élu et d'emporter une large majorité à l'Assemblée nationale. Les années qui ont suivi ont malheureusement confirmé ce pronostic, et les semaines qui viennent de s'écouler démontrent que, malheureusement, nous n'avons pas encore tout vu.

« Maintenir l'ordre » ?

Le choix qui a été fait par les autorités quant à la gestion répressive de la manifestation de Sainte-Soline ne

laisse planer aucun doute : à aucun moment il n'a été question de « maintenir l'ordre » dans un champ perdu des Deux-Sèvres, mais bien de semer le chaos. Si la manifestation avait atteint son objectif, à savoir la mégabassine, que se serait-il passé ? À peu près rien. Des cris de joie, peut-être quelques drapeaux plantés en haut de cet immense trou, une petite fête, mais rien de plus.

Il n'y avait rien à détruire. Personne n'avait pour projet de tendre des pièges

autour de la bassine. Personne n'avait l'intention d'implanter une ZAD. Mais rien n'y a fait. 3200 gendarmes mobilisés, 5000 grenades tirées en l'espace de deux heures (soit plus d'une toutes les deux secondes), plus de 200 blessésEs (soit près d'un toutes les trente secondes), dont deux très grièvement. Et un traumatisme collectif pour des milliers de manifestantEs.

Une démonstration de force

Pourquoi ? Pour répondre à cette question, il faut évidemment situer ce moment répressif dans le contexte plus général de mobilisation massive et durable contre la retraite à 64 ans, avec un pouvoir minoritaire, illégitime, qui a recours à tous les artifices antidémocratiques de la 5^e République et qui compte plus que jamais sur l'appareil répressif pour se maintenir. Un pouvoir qui a en outre compris qu'un mouvement écologiste radical porte en lui une critique profonde du système capitaliste productiviste et de

Un monde à changer

MÉGABASSINES : JUSQU'À L'ABSURDE ?

Comme nous l'avons déjà relaté dans ces colonnes, le prix d'une seule bassine se situe entre 1 et 5 millions d'euros. 76 millions d'euros, c'est le coût « total » des 16 mégabassines prévues dans les Deux-Sèvres, sans compter les projets de Charente, Charente-Maritime et de la Vienne. Ces projets inutiles et écicides sont financés à plus de 70% par de l'argent public.

Auquel il faut ajouter l'argent mis dans la répression pour avoir une meilleure idée du prix d'une bassine comme celle de Sainte-Soline. Comme le relaye le site Contre-attaque, qui cite le député européen Benoît Biteau

interviewé dans *l'Humanité*, l'usage de tout le matériel policier et militaire utilisé le 25 mars aurait coûté plus de 5 millions d'euros. Soit plus cher que la bassine. Outre les salaires des militaires/policiers, les hélicos, quads, blindés ou autres canons à eau, l'exemple des bombes tirées à 5 000 reprises et coûtant chacune 40 euros donne une facture de 200 000 euros.

Et si on veut aller plus loin (et il le faut), nous devrions ajouter le coût de la répression de Sainte-Soline 1, en octobre, qui avait déjà été l'expression d'une répression féroce de l'État. Il faut aussi ajouter l'argent mis dans le flicage

des militantEs anti-bassines dont Julien Le Guet, mis sur écoute et tracé...

La morale de cette histoire : le coût des bassines leur est complètement égal pourvu qu'elles se fassent. Pourquoi ? Parce qu'ils défendent un modèle agricole, productiviste et capitaliste, et parce qu'une victoire des militantEs anticapitalistes et écologistes sur ce sujet remettrait en cause leur pouvoir politique. C'est donc une bataille purement politique. Malgré l'absurdité écologique et économique ils ne peuvent pas s'arrêter.

Tout cet argent est dépensé pour nous faire mal et pour nous mener à la catastrophe sociale et écologique. BienvenuEs : vous êtes en absurdité capitaliste ! Il y a urgence à débâcher les bassines et à renverser ces truands.

ISRAËL

Le vrai-faux recul de Netanyahu

Lors d'un grand rassemblement lundi 27 mars devant la Knesset à Jérusalem, les orateurs ont déclaré les uns après les autres qu'ils ne se contenteraient pas d'une simple pause dans la procédure de réforme judiciaire, mais qu'ils avaient l'intention d'en obtenir l'annulation complète.

En effet, la bataille entre les manifestants et le gouvernement, qui fait rage depuis maintenant trois mois, n'est pas près de s'apaiser. Mercredi [29 mars], malgré la « pause » annoncée le 27 mars, l'un des textes législatifs les plus controversés de la coalition — accordant au gouvernement un contrôle quasi total sur la nomination des juges — a été présenté à la Knesset. Les députés ont affirmé qu'il ne s'agissait que d'une « procédure technique » et qu'ils n'avaient pas l'intention de la soumettre au vote avant la fin de la session parlementaire actuelle.

« Il a donné une milice à Ben Gvir ! »

Les leaders de la contestation rejettent cette interprétation. « Contrairement à ce que pensent Netanyahu, Simcha Rothman et Itamar Ben Gvir, les personnes qui sont descendues dans les rues ne sont pas naïves », ont-ils écrit

Quelques jours seulement après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé qu'il mettait son coup d'État judiciaire « en pause » jusqu'à la fin de la fête de l'indépendance d'Israël (26 avril 2023), les leaders de la contestation ne semblent pas avoir l'intention de faire marche arrière.

dans une déclaration. « Nous ne laisserons pas passer des lois dictatoriales. » Ils ont également appelé les partis d'opposition de la Knesset à reconnaître que toute négociation avec le Premier ministre sur la réforme judiciaire faisait simplement partie d'un « spectacle théâtral du dictateur Netanyahu ».

Le gouvernement, quant à lui, se prépare à affronter les manifestants de manière encore plus agressive. Des membres de la coalition, dont le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, ont menacé de démissionner si Netanyahu cédaux exigences des manifestants. Pour apaiser son partenaire et gagner du temps, Netanyahu a signé un accord selon lequel il s'engage à créer une « garde nationale » qui sera supervisée directement par le bureau d'Itamar Ben Gvir. « La garde nationale défendra nos agriculteurs contre le terrorisme agricole, les incendies de matériel, les vols et les destructions. [...] Et elle se déploiera dans chaque endroit qui, au cours des

années précédentes, a été considéré comme hors de la juridiction de l'État d'Israël », a déclaré Itamar Ben Gvir.

L'objectif réel de cette « garde nationale » ne fait cependant aucun doute. Quelques minutes après l'annonce de l'accord, Kobi Shabtai — Inspecteur général de la police israélienne depuis janvier 2021 — a été entendu en train de crier dans son téléphone portable : « Il [Netanyahu] a donné une milice à Ben Gvir ! »

Violences de rue

Pour tenter de saper le nouveau rapport de forces dans la rue, la droite dure israélienne commence à manifester par dizaines de milliers, en particulier à Jérusalem, où la plupart des partisans du gouvernement sont des colons et des sionistes religieux. Certains d'entre eux se sont déjà montrés violents : Yossi Eli, journaliste de Channel 13, a déclaré que des membres de La Familia, les supporters racistes « ultra » du club de football Beitar Jerusalem, l'ont

agressé lors de la manifestation de Jérusalem, lui brisant les côtes et le blessant à la rate. Ont également été violemment attaqués le reporter Tamer Alkilani et le caméraman Avi Kashman, tous deux de la chaîne en langue arabe Kan 33, de la société de radiodiffusion publique israélienne.

La violence n'est pas seulement le fait des militants de droite. Indépendamment du ressentiment de l'Inspecteur général de la police Kobi Shabtai à l'égard des politiciens au pouvoir, la police a clairement voulu empêcher les manifestants de s'engager sur l'autoroute Ayalon. Des officiers en civil ont attaqué la manifestation avec des canons à eau, des chevaux et des grenades assourdissantes. Agissant dans l'esprit de Ben Gvir, la police et la droite sont déterminées à arrêter le mouvement de protestation à tout prix. Les manifestants ont clairement fait savoir qu'ils ne se rendraient pas si facilement.

Oren Ziv

Version intégrale (en anglais) sur 972mag.com

Le chiffre 16,2%

C'est, selon une étude de l'institut Cirana, le taux d'inflation, en un an, sur les produits alimentaires vendus en supermarché. Au passage, comme le relève *l'Express*, « cette hausse globale des prix se répercute fortement sur les consommateurs les plus modestes : l'inflation des produits premiers prix culmine ainsi à 21,1% ». Pour les salaires et les revenus, on attend toujours.



Agenda

Mardi 11 avril, projection-débat du film *Il nous reste la colère* en présence de Philippe Poutou, Saint-Denis de la Réunion. À 17h30, au ciné Lacaze. Tarif unique 8 euros.

Samedi 15 avril, fête anticapitaliste avec Olivier Besancenot, Rennes. De 15h à 21h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro H. Fréville.

Samedi 15 avril, centenaire d'Ernest Mandel, Paris. De 9h30 à 18h, 45, rue des Saints-Pères, Paris, Amphithéâtre Lavoisier A (voir article page 11).

Mercredi 19 avril, rencontres de La Brèche, Paris 12^e. À 19h, à la librairie, 27, rue Taine. Avec Joseph Daher, auteur de *Syrie, le martyr d'une révolution* (Syllepse, 2022).

Mercredi 19 avril, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Montpellier. À 20h, salle Jules-Pagezy, 1, place Francis-Ponge, ancienne mairie, Tram Comédie.

NO COMMENT

Je souhaiterais qu'il n'y ait pas d'amalgame entre ce qui s'est passé à Sainte-Soline et les mobilisations puissantes et pacifiques qui se sont déroulées depuis plus de deux mois dans le pays contre cette réforme des retraites.

FABIEN ROUSSEL, France Inter, 2 avril 2023.

ceux qui le gèrent. Il a donc décidé de faire une démonstration de force à Sainte-Soline, quitte à mettre en danger la vie de centaines, voire de milliers de manifestantEs.

Une situation globale à laquelle s'ajoutent les ambitions personnelles d'un certain Gérard Darmanin, qui a compris, comme d'autres avant lui, au premier rang desquels Nicolas Sarkozy, l'un de ses mentors², mais aussi comme Manuel Valls (avec moins de succès), que le ministère de l'Intérieur pouvait être une rampe de lancement pour des ambitions présidentielles. Et c'est ainsi que, depuis deux semaines, Darmanin se pavane partout, joue au dur, se posant en « homme d'État » tout en reprenant à son compte l'ensemble de la rhétorique de l'extrême droite.

Faire front

Ce cocktail est particulièrement explosif, et nettement plus dangereux qu'une bouteille remplie d'essence

DARMANIN VEUT DISSOUDRE UNE ORGA ÉCOLO



enflammée dans un champ. La Macronie fait mine de tenir le gouvernail et le cap, mais elle est grandement fragilisée et la situation politique est particulièrement instable. A fortiori dans la mesure où la contestation face à la contre-réforme des retraites

se poursuit et que le durcissement répressif, entre autres et notamment depuis Sainte-Soline, est critiqué et combattu par un front de plus en plus large.

Le macronisme est un autoritarisme, et Darmanin est aujourd'hui le visage

le plus abject de la nouvelle accélération du cours autoritaire du pouvoir. Face à cette situation, il s'agit de faire front, en défendant les associations et organisations menacées de dissolution, à l'image des Soulèvements de la terre, et en faisant comprendre au pouvoir que dès qu'il touche à un cheveu de l'unE des nôtres, c'est à tout le mouvement social qu'il s'en prend. Pour nos retraités, pour nos libertés démocratiques, pour la planète, l'épreuve de force se poursuit, et nous entendons la mener de la façon la plus déterminée et large possible : contre Macron et Darmanin, contre les violences policières et judiciaires, pour nos camarades blessés, nous ne lâcherons rien !

Julien Salingue

1— Julien Salingue, « Le macronisme est un autoritarisme », *L'Anticapitaliste* n°394 (27 juillet 2017).

2— Darmanin fut, à l'âge de 31 ans, porte-parole de la campagne de Sarkozy pour la présidence de l'UMP en 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL Lula doit-il gouverner « à froid » ou « à chaud » ?

La défaite électorale de Bolsonaro a modifié favorablement le rapport de forces politique, mais n'a pas encore changé qualitativement le rapport de forces social.

Le rapport de forces politique se réfère aux conditions de l'affrontement entre les institutions et la bataille partisane. Ce rapport de forces s'est amélioré parce que le gouvernement est la principale institution du régime. Il a plus de poids que les Cours suprêmes, les instances non élues et le Congrès, où il y a une forte fragmentation du pouvoir. Mais la deuxième dimension de ce rapport de forces, qui doit être appréciée avec un plus grand degré d'abstraction, se réfère aux positions respectives occupées par des classes, des fractions de classe et des groupes sociaux. Sur ce terrain, celui de la lutte des classes nue, frontale et dure, nous ne sommes pas encore sortis d'une situation défensive.

Réunifier la classe

Le défi le plus complexe est de trouver la voie de la réunification de la classe laborieuse. Nous sommes sortis du processus électoral avec une grande partie de cette classe divisée. La majorité des salariés gagnant jusqu'à deux salaires minimums, des femmes et des personnes LGBT, des jeunes et des habitants du nord-est ont voté pour Lula. En revanche, l'extrême droite a obtenu la majorité des voix de ceux et celles qui gagnent plus de deux salaires minimums, des votes des hommes ainsi que dans le sud et le sud-est. Cette division est une tragédie. Sans la surmonter, il n'est pas possible d'atteindre un niveau plus élevé de détermination de lutte. Sans améliorer le « moral » ou l'humeur de la classe laborieuse, il n'est pas possible de construire une nouvelle majorité sociale qui garantisse le soutien à la mobilisation de masse. Les actions « d'avant-garde », y compris à l'échelle de dizaines de milliers de personnes, sont utiles et ont une fonction nécessaire, mais elles ne sont pas suffisantes. À « froid », le Brésil ne changera pas. Il faudra s'appuyer sur la classe laborieuse et les mouvements sociaux populaires et ruraux, féminins et noirs, étudiants et indigènes, écologiques et culturels.

Tirer les leçons d'ici et d'ailleurs

Nous devons tirer les leçons du Chili et de la Colombie. Jusqu'à présent, Boric a fait un pari et Petro en a fait un autre. Boric a décidé d'essayer de gouverner « à froid » pour ne pas provoquer ses ennemis de classe et les forces armées. Résultat : le gouvernement chilien a subi une grave défaite politique parce que la nouvelle Constitution, qui intégrait la poussée au changement des imposantes mobilisations de 2019, n'a pas été approuvée. Petro a décidé de gouverner « dans le feu de l'action ». Le gouvernement colombien a pris l'initiative de limoger la direction des forces armées, se mettant ainsi « en marche ». Il a appelé à des manifestations de masse successives dans les rues pour demander un soutien aux réformes qui s'opposent aux intérêts des entreprises. Il s'agit de deux voies tactiques différentes.

Nous ne pouvons pas non plus oublier les leçons du second mandat de Dilma Rousseff. Lorsque la majorité de la classe dirigeante s'est unifiée, entre fin 2015 et 2016, et a décidé d'appeler à des mobilisations réactionnaires dans la rue. Face à cela, le gouvernement a été lent à réagir. Il n'a pas appelé sa base sociale à descendre dans la rue, même lorsqu'il était assailli par le danger réel et immédiat d'un coup d'État parlementaire, déguisé en destitution de Dilma Rousseff.

Aujourd'hui, il n'y a pas de danger réel et immédiat similaire, surtout après la défaite du coup d'État du 8 janvier 2023, mais Bolsonaro, même s'il est battu, conserve une énorme audience. Le bolsonarisme n'est pas un tigre édenté. Le gouvernement de Lula aura besoin d'une mobilisation sociale. « Froideusement », le Brésil ne changera pas.

Valério Arcary

Version intégrale sur alencontre.org



WIKIMEDIA COMMONS

ÉTATS-UNIS Trump inculpé : quel sera l'impact politique ?

L'ancien président Donald J. Trump a été inculpé et le Parti républicain et ses partisans de droite se rallient à lui. Cet événement nous fait entrer dans une nouvelle phase qui sera marquée par des inculpations, des luttes politiques au Congrès et peut-être des bouleversements importants. L'enjeu est l'avenir du Parti républicain et de l'extrême droite américaine. Mais aussi de la démocratie étatsunienne — qui a par ailleurs des limites importantes.

Le 30 mars, un grand jury de Manhattan (New York) a inculpé Donald Trump de 30 chefs d'accusation de fraude commerciale et de violation des lois électorales dans le cadre du versement de 130 000 dollars de pots-de-vin à la star du cinéma pornographique Stormy Daniels avant son élection en 2016. Il s'agit de la première inculpation d'un président étatsunien en exercice ou d'un ancien président et elle aura de graves répercussions politiques.

Le début d'une longue série

Le procureur de Manhattan, Alvin Bragg, un démocrate, a mené l'enquête et porté l'affaire devant le grand jury. Les charges spécifiques seront révélées le 5 avril (cet article est rédigé le 2 avril) lorsque les avocats de M. Trump déclareront qu'il se rendra à la convocation de la police. Il sera photographié, ses empreintes digitales seront relevées, ses droits lui seront lus et il pourrait être menotté.

Cette inculpation n'est que l'un des nombreux et graves problèmes juridiques auxquels est confronté Donald Trump. Il doit encore répondre d'une tentative d'annulation illégale de sa défaite électorale en Géorgie, de son rôle dans la provocation de

l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole des États-Unis, de la soustraction illégale de documents gouvernementaux et d'obstruction à la justice, ainsi que d'autres chefs d'accusation. Cette inculpation encouragera certainement d'autres procureurs à engager des poursuites contre Trump, qui n'ont que trop tardé.

Trump affirme qu'il est « l'homme le plus innocent de l'histoire du pays » et que les accusations portées contre lui sont le résultat d'une « chasse aux sorcières » menée par des « Démocrates radicaux de gauche » et constitue une « ingérence flagrante dans les élections ». Dans son style démagogique typique, il a qualifié le procureur Bragg, qui est noir, d'« animal soutenu par Soros ». Traiter les noirs d'« animaux » est un vieux trope raciste et alléguer que Bragg agit au nom de l'homme d'affaires juif George Soros est un argument antisémite classique.

Trump pourrait être candidat

Donald Trump, qui a lancé sa campagne pour l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle de 2024, reste le favori du Parti républicain, soutenu aujourd'hui selon les sondages par 51% des Républicains, dix points devant

son rival, le gouverneur de Floride Ron DeSanti, malgré l'inculpation. Mais 61% des Étatsuniens déclarent ne pas vouloir que Trump redevienne président. Même s'il est inculpé et condamné, Trump pourrait se présenter à l'élection présidentielle et, s'il l'emporte, prendre ses fonctions.

En 1920, le candidat du Parti socialiste Eugene V. Debs, qui avait été condamné à la prison pour violation de la loi sur l'espionnage de 1917 en raison d'un discours anti-guerre qu'il avait prononcé et qui, selon le gouvernement, découragerait l'enrôlement dans l'armée, s'était présenté à l'élection présidentielle avec un macaron portant l'inscription « For President Convict No. 9653 » (Pour être président, condamné n° 9653). Il avait obtenu un million de voix cette année-là.

« Lorsque Trump gagnera, ces gens-là paieront ! »

Les Démocrates ont soutenu l'acte d'accusation comme étant fondé sur la loi et les faits et appelé le public à rester calme. Le Parti républicain s'est une fois de plus rallié à Trump, effrayé par l'énorme pouvoir qu'il exerce sur sa base. Le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants,

Kevin McCarthy, l'ancienne ambassadrice de Trump à l'ONU, Nikki Haley, le député Jim Jordan et la députée de droite Marjorie Taylor Greene se sont empressés de le défendre. Le député républicain du Texas Ronny Jackson, ancien médecin personnel de M. Trump, a déclaré : « Ces Démocrates lâches détestent M. Trump et détestent encore plus ses électeurs », a-t-il écrit. « Lorsque Trump gagnera, ces gens-là paieront ! »

Avant la décision du grand jury, Trump a mis en garde contre « la mort et la destruction potentielles » s'il était inculpé et les plateformes médiatiques d'extrême droite, telles que The Donald et 4chan, ont depuis posté des attaques racistes et violentes contre Bragg et appelé à la « guerre », à la « guerre civile », aux « assassinats », au « terrorisme » et au « chaos ». Des menaces de mort ont été proférées à l'encontre de Bragg, du procureur général des États-Unis Merrick Garland et de Stormy Daniels. Cependant, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de violence de la part de l'extrême droite et les manifestations pro-Trump à New York ont été dépassées par le nombre de ceux qui détestent Trump et ce qu'il représente.

Dan la Botz, traduction HW

ÉTAT ESPAGNOL

Loi « bâillon » : répression tous azimuts en Espagne

Aucun gouvernement capitaliste n'a le monopole ni l'apanage de la répression en cette période de crise politique, économique et écologique. Le glissement vers des États autoritaires et policiers est en cours, à des rythmes plus ou moins rapides en fonction de chaque situation nationale, dans toute l'Union européenne.



WIKIMEDIA COMMONS

Sévérité envers les militants

Depuis son entrée en vigueur en juillet 2015, plus d'1,5 million de contraventions ont été distribuées dans tout le pays. Plus grave, la loi est également invoquée par les tribunaux pour faire preuve de plus de sévérité envers les militants. Quatre antifascistes, qui avaient

organisé en décembre 2021 une manifestation à Saragosse contre un meeting des franquistes de Vox et qui avaient été arrêtés après une charge policière, ont été condamnés à six ans de prison, sur présomption de véracité de la parole des flics, les accusant de « violences sur agents ».

Le tout dans un contexte marqué ces dernières années par la répression historique du mouvement indépendantiste catalan (1 000 blessés en une journée au moment du référendum d'autodétermination de 2017, des condamnations à quinze ans pour des dirigeants du mouvement), l'utilisation des blindés contre les métallos de Cadix en grève en 2021, et les rapports sur 40 ans d'utilisation du LBD (53 morts et 300 handicapés à vie depuis 1990). Ainsi que le massacre de dizaines de migrants, en collaboration avec la police marocaine, à la frontière de l'enclave de Melilla, le 24 juin 2022. Dernier développement : avec le courage dont ils sont coutumiers, et après avoir noyé le débat dans d'interminables procédures parlementaires, le gouvernement de « gauche » du PSOE et de Podemos vient de renoncer à abolir la ley mordaza (une de leurs promesses électorales). L'arbitraire a encore de beaux jours devant lui.

Yoann S.

SIERRA LEONE Le droit à la terre pour les femmes

Après une série de mesures favorables aux droits des femmes, une nouvelle disposition législative leur garantit le droit de posséder des terres. Fruit des luttes féministes, cette loi met fin à des décennies de précarité.

La Sierra Leone, ce petit pays d'Afrique de l'ouest frontalier de la Guinée, a connu à partir de 1990 et pendant plus de dix ans une effroyable guerre civile. Des enfants enrôlés dans les milices, pour la plupart drogués, se sont rendus coupables des pires atrocités. Les femmes de ce pays ont payé un lourd tribut. Selon les estimations, près de 200 000 femmes ont été victimes de violences sexuelles dans un pays de 4,3 millions d'habitantes. La paix retrouvée en 2002 n'a pas pour autant fait disparaître les maltraitances et les discriminations sexistes.

La lutte pour les droits des femmes

Malgré cette situation difficile, les mouvements de femmes n'ont eu de cesse de mener les combats pour l'égalité des droits avec des avancées réelles. C'est ainsi que le projet de loi sur la dépénalisation de l'avortement a été discuté au Parlement en 2022 au moment même où la Cour suprême des USA mettait à mal ce droit. Le président de la Sierra Leone Julius Maada Bio, bien que catholique pratiquant, soutenait cette réforme et déclarait : « À une époque dans le monde où les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive sont soit renversés, soit menacés, nous sommes fiers que la Sierra



Leone puisse à nouveau mener une réforme progressiste ».

En 2015 le Parlement avait déjà adopté une loi identique mais le gouvernement de l'époque, conduit par Ernest Bai Koroma, avait refusé de la promulguer. La féministe sierraléonaise Huldah Imah-Paul résumait bien l'opinion des femmes sur la loi de 2022 : « Pour moi, ce projet de loi va permettre de réduire le nombre de vies perdues car le taux de mortalité chez les jeunes filles ayant recours aux médecins traditionnels était très élevé. »

D'autres mesures ont été votées par le Parlement. On peut citer

l'obligation pour les employeurs d'embaucher au minimum 30 % de femmes dans les entreprises y compris dans les postes de direction, une mesure qui s'appliquera aussi lors des prochaines élections au Parlement, l'interdiction de l'exclusion des établissements scolaires des jeunes fille enceintes, la pénalisation accrue contre les viols.

Un droit coutumier sexiste

Dans un pays où l'agriculture représente 64 % du PIB, la question de l'accès à la terre reste le problème majeur. Le foncier est géré par le droit étatique ou le droit coutumier.

Ce dernier s'applique sur les 12 districts qui en comptent 14. Il interdit aux femmes la possession de la terre. Cette précarité juridique est d'autant plus scandaleuse que 80 % des emplois agricoles sont occupés par des femmes.

Le Devolution of Estate Act de 2007 donnait la possibilité aux femmes d'être propriétaires de titres fonciers. Mais dans les faits seul le droit coutumier s'appliquait. Les terres étaient gérées par des anciens appelés « chefs suprêmes » émanant généralement des familles puissantes de la communauté. Les femmes n'étaient pas acceptées dans les comités fonciers et étaient représentées par leur mari. La loi de 2007 n'a donc eu que peu d'incidences positives.

Une avancée majeure

La nouvelle loi qui vient d'être promulguée inverse la hiérarchie des normes. Cette nouvelle loi édicte : « Tout droit coutumier qui exclut, limite ou empêche les femmes de posséder, détenir, utiliser, transférer, hériter, succéder ou traiter des terres soumises au droit coutumier est nul ». Lorsqu'un mari décédait, sa famille accaparait la terre, la veuve n'avait d'autre choix que d'épouser un autre membre de la famille. Parfois même elle était expulsée avec ses enfants. Désormais cette situation n'est plus possible légalement, d'autant qu'avec la loi sur le quota minimum de 30 % de femmes, ces dernières pourront faire partie des comités fonciers et être aussi cheffe suprême.

Ces séries d'évolutions majeures pour le droit des femmes n'ont pu être possibles que grâce à la forte mobilisation des organisations féministes du pays, à l'image du Women's Forum Sierra Leone qui regroupe près de 300 organisations à travers le pays. Un encouragement à continuer la lutte !

Paul Martial

SYRIE L'opportunité du régime syrien suite au tremblement de terre

Suite au tremblement de terre du 6 février dernier, qui a tué plus de 6 000 personnes en Syrie, le régime syrien a tenté de réaffirmer la centralité de son pouvoir en essayant de contrôler, ou du moins d'influencer, l'organisation et la distribution de l'aide humanitaire dans tout le pays.

Dans le nord-ouest de la Syrie, zone hors du contrôle du régime syrien, cette politique s'est traduite par l'approbation tardive par Damas, plus d'une semaine après le tremblement de terre, de la réouverture de deux postes-frontières contrôlés par le gouvernement intérimaire syrien soutenu par la Turquie (Bab al-Salameh et al-Rai), par lesquels les Nations unies sont autorisées à acheminer l'aide transfrontalière pendant trois mois.

Les autorités de Damas ont également bloqué pendant plusieurs jours un convoi d'aide, composé de 100 camions transportant du carburant et une équipe médicale, de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) vers les quartiers de la ville d'Alep tenus par les Forces démocratiques syriennes (Cheikh Maqoud et Achrafieh). Le régime syrien n'a accepté sa livraison qu'après avoir pris la moitié de la portion d'aide. Dans les zones contrôlées par le régime, les autorités de Damas ont cherché à contrôler la gestion de l'aide humanitaire par le biais des institutions gouvernementales et des réseaux du régime, empêchant toute initiative populaire et indépendante au niveau local.

Sortir de l'isolement politique

Le régime syrien a également tenté d'œuvrer contre son isolement politique au niveau régional et international. Les officiels syriens et leurs alliés ont lancé une nouvelle campagne appelant à la levée des sanctions occidentales, arguant qu'elles ont profondément entravé les interventions d'urgence et les opérations de secours humanitaire. Plus important encore, Damas instrumentalise cette nouvelle tragédie dans une tentative continue de faire avancer le processus de normalisation avec les acteurs régionaux et internationaux via des appels au renforcement des relations politiques et économiques.

Une fois de plus, les Émirats arabes unis sont l'acteur principal dans la poursuite de ces efforts, dans une tentative continue d'harmoniser les relations entre les États arabes et la Syrie. Cela fait également partie d'une politique plus large visant à renforcer une forme de stabilité



autoritaire dans la région, qu'ils partagent avec d'autres pays influents tels que la Turquie, Israël et l'Arabie saoudite, bien que des différences existent sur les moyens d'atteindre un tel objectif. Le succès des normalisations du régime syrien reste cependant encore limité, seuls quelques États de la région ayant consolidé leurs relations avec Damas et se limitant généralement à une collaboration dans le domaine humanitaire.

Alors que la priorité était de maximiser la réponse humanitaire d'urgence pour les populations touchées en Syrie, en particulier dans les zones hors du contrôle du régime syrien. Celles-ci manquent de soutien international d'envergure, d'infrastructures et des équipements nécessaires. Des solutions pratiques doivent être trouvées pour encadrer et organiser un potentiel processus de reconstruction basé sur les intérêts des populations locales, et non sur le renforcement du régime syrien et la réalisation de ses objectifs. De même, il est toujours indispensable de reconstruire des réseaux démocratiques et progressistes cherchant à réunir et à bénéficier aux classes populaires syriennes dans le pays ainsi qu'aux millions de réfugiés.

Joseph Daher

Version intégrale sur solidarites.ch

CHINE-RUSSIE « La formalisation d'un bloc sino-russe à vocation stratégique »

Nous publions des extraits d'un entretien réalisé par la revue Inprecor avec notre camarade Pierre Rousset¹.

Comment qualifier les relations sino-russes ?

Xi Jinping et Vladimir Poutine ont signé une « déclaration conjointe sur l'approfondissement du partenariat de coordination stratégique globale de l'ère nouvelle ». Les mots importants me semblent être ici « globale » et « ère » (nouvelle) qui sanctionnent une alliance dite « sans limite ». Cette formule (« sans limite ») avait déjà été utilisée peu avant l'invasion de l'Ukraine, puis était tombée plus ou moins en désuétude. La revoilà, en force. Elle signe effectivement, il me semble, la formalisation d'un bloc sino-russe à vocation stratégique plus consistant qu'il ne l'a été jusqu'à aujourd'hui, mais toujours aussi inégalitaire.

La relation sino-russe est très asymétrique et les deux pays ne sont pas sur un pied d'égalité, tant s'en faut. C'est une évidence. Durant son séjour moscovite, Xi s'est comporté en Empereur bienveillant et Poutine en vassal obséquieux. Je voudrais seulement nuancer cette évidence en notant que le PCC a besoin de ce partenariat. Son cauchemar est de se retrouver militairement seul face aux États-Unis. Il lui faut un

allié qui compte sur ce terrain et il n'y a pas d'autre choix possible que la Russie.

Il ne veut pas non plus être confronté à de nouveaux gouvernements hostiles à ses frontières. Quoi qu'il pense de Poutine (ou de Kim Jun-un en Corée du Nord), Xi ne peut prendre le risque de voir son régime s'effondrer. Il a ainsi apporté un soutien appuyé à Poutine pour sa réélection à la présidentielle de 2024 ! De quoi booster un peu la crédibilité diplomatique de l'hôte du Kremlin, qui en a bien besoin. Xi invite Poutine à des rencontres internationales en Chine qui permettront à celui-ci de prendre langue (sous patronage chinois) avec bon nombre de chefs d'État, sans risquer d'être inquiété par la Cour pénale internationale.

Qu'en est-il sur le terrain économique ?

Les économies chinoise et russe sont par bien des aspects complémentaires, la Chine exportant des biens ou des capitaux et important des produits du sous-sol sibérien, dont évidemment le pétrole et le gaz à bas prix, que la réduction des importations occidentales a « libérés ».

La Chine est maintenant le premier partenaire commercial de la Russie, qui n'est, pour sa part, que le onzième partenaire de Pékin (cependant, ses exportations sont en augmentation significative depuis 2022). Un cas exemplaire d'échange inégal. Néanmoins, encore une fois, Pékin a besoin de la Russie, dans le domaine de l'énergie, ou de minéraux, notamment. Xi Jinping semble d'ailleurs ne pas vouloir mettre toutes ses cartes entre les mains russes. Il se tourne vers l'Arabie saoudite et l'Iran, le pétrole moyen-oriental, afin d'éviter de trop dépendre de la manne russe. Pour comprendre l'importance du « partenariat » avec la Russie, du point de vue de Pékin, il faut tenir compte de leur proximité et de leur complémentarité géographique. Proximité : ces deux pays partagent une frontière commune, ce qui permet des échanges sécurisés, une assurance au cas où le commerce international serait perturbé par une crise géopolitique (ou sanitaire). Complémentarité : la Chine est excentrée en Eurasie. Avec la Russie, elle pèse dans l'ensemble du continent. À l'ouest, mais aussi au nord. Elle n'est pas riveraine des

mers arctiques. La Russie, puissance sibérienne, devrait lui permettre de s'engager dans la compétition (féroce) pour le Grand Nord qu'annonce le changement climatique, le dégel des régions polaires et de leurs voies maritimes.

Le bloc sino-russe reste, ceci dit, conflictuel. Poutine rêve de restaurer les frontières de l'Empire tsariste ou de l'URSS stalinienne ? C'est cependant l'influence chinoise qui s'affirme en Asie centrale, dans des pays qui font précisément partie de ce périmètre historique. C'est une région d'importance majeure tant pour ses ressources que pour sa situation géographique : elle occupe une place charnière entre la Sibérie, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et la Chine – le passage obligé d'axes de communications économiques ou militaires. À l'occasion de son séjour à Moscou, Xi Jinping a annoncé l'organisation prochaine d'un sommet Chine-Asie centrale auquel sont conviés le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Voilà la Russie marginalisée, le prix que Moscou doit payer pour le soutien chinois.

1 – Version intégrale sur <https://www.europe-solidaire.org/>

JEUNESSE « LA RÉFORME DES RETRAITES, C'EST JUSTE LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE »



Cortège des étudiantEs des écoles d'art lors de la 10^e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUAS

Entretien. Depuis l'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement, les jeunes et en particulier les lycéenEs se sont beaucoup mobilisés. **Alice**, militante au NPA à Montpellier, a recréé avec un collègue une branche de la FIDL, un syndicat lycéen. Elle parle du mouvement.

Saurais-tu expliquer ce qui fait sortir les jeunes dans la rue, ce qui les met en colère ?

Il y a une conscience qui grandit sur le fait qu'il y a des choses qui ne sont pas normales. Les nombreuses mobilisations ont pu ouvrir à la prise d'information de beaucoup de jeunes qui ne s'intéressaient pas à la politique. Ils se sont rendu compte que si on ne réagissait pas maintenant, peut-être que plus tard on ne pourrait pas réagir. On ne se sent plus du tout écoutéEs et on essaie de trouver d'autres moyens d'actions pour l'être. Beaucoup d'amiEs, beaucoup de personnes autour de moi parlent de leurs parents ou grands-parents qui sont blessés à force de travail. C'est un mouvement qui est solidaire. On se mobilise aussi parce qu'on n'a pas envie de finir comme ça.

Et quand tu dis on n'est pas écoutés, tu penses au 49.3...

Avant j'ai l'impression que ces choses me parlaient beaucoup moins, parce qu'on ne comprenait pas tout ce qui se disait. Avant la réforme des retraites, je n'avais aucune idée de ce qu'étaient des années par exemple. Si on ne s'intéresse pas vraiment aux politiques menées, on ne sait pas leur ampleur et leur gravité. Le 49.3, c'est quelque chose de beaucoup moins dissimulé par le gouvernement. C'est beaucoup plus concret donc ça mobilise plus de gens. La plupart des gens ne sont pas d'accord, et le gouvernement fait passer sa réforme en force. Par rapport aux cours qu'on nous donne et que l'État a validés, ce n'est pas en adéquation.

Comment ça se passe pour mobiliser les jeunes dans ton lycée en particulier ?

Ce n'est pas facile de mobiliser les lycéenEs. On n'a pas tous une éducation politique. Ça dépend des familles, des centres d'intérêt... et puis ce n'est pas un truc qu'on nous apprend en cours. Le fait qu'il y ait un syndicat, cela apporte

On n'a pas besoin d'être majeur, d'avoir un camion pour être une force d'action

une base. De nombreux lycéenEs ne pensaient pas se mobiliser un jour. Il y a deux types de blocages. Le premier c'est quand on décide de tous le faire en même temps et d'avoir dans les médias un nombre record de lycées bloqués à Montpellier pour faire du bruit. L'autre quand on essaie d'avoir un seul grand lycée bloqué comme cela s'est passé à Jules-Guesde, la semaine dernière. On peut inviter les médias et on bloque dans ce cas toute la journée. Sinon, on mobilise tous les lycées et on part à la manif l'après-midi en cortège. On n'a pas besoin d'être majeur, d'avoir un camion pour être une force d'action. C'est une manière de montrer notre émancipation par rapport aux syndicats qui nous aident beaucoup.

Comment décidez-vous du blocage ?

C'est très spontané en général. On regarde les grandes journées de mobilisation. Il y a des blocus qui se décident la veille pour le lendemain. Le premier on l'a décidé bien en avance. Depuis, on sait mieux comment faire. On sait à peu près comment vont réagir les figures d'autorité dans notre lycée. C'est beaucoup plus spontané qu'avant. Chaque lycée a des groupes de blocus sur Instagram en général où on parle un peu de l'organisation, des gens qui viennent. Après, on a le groupe de la FIDL sur Telegram avec des personnes de tous les lycées de Montpellier. On est répartiEs dans différents groupes pour partager des infos.

Vous aviez fait une réunion du type assemblée générale l'autre fois au parc...

Oui, mais peu de monde est venu. Faire des AG, c'est bien mais on se rend compte que c'est nécessaire

quand il y a plusieurs groupes syndicaux, pas forcément quand on est qu'entre lycéenEs. Ce qui est compliqué c'est que de nombreuses personnes soutiennent mais par peur ou parce qu'elles n'ont pas envie d'avoir des sanctions ne viennent pas concrètement dans les actions. Même si on est beaucoup à être pour, on se retrouve peu nombreux à bloquer et manifester.

Est-ce que la peur elle ne vient pas de la répression ? La répression administrative (les CPE) mais aussi policière ? Et il y a la pression du bac aussi...

La pression du bac, je crois qu'il n'y a plus trop d'excuses. Il y en a beaucoup qui ont peur, qui ont vu des images de répression. Pour les lycéenEs, c'est plutôt la peur des sanctions administratives. À Jean-Monet, on les a menacés de les exclure. Défier l'autorité, c'est compliqué. On hésite. Quand on n'est pas dans un groupe, quand on ne sait pas qu'il y a des gens qui peuvent nous aider, c'est compliqué de se mobiliser seule, de faire face à l'autorité quand on pense qu'on ne sera pas soutenuE par les autres.

Comment vois-tu les prochaines semaines ?

Les profs font de moins en moins grève parce qu'ils veulent être payés. Cela fait un peu peur, mais les gens qui sont avec nous ne sont pas prêts de se démobiler. Après, il faut attendre que le Conseil constitutionnel donne son avis. Si la réforme passe, j'ai peur qu'il y ait des gens qui se disent que c'est trop tard. Après, on est toujours là. Ceux qui font le plus de bruit en manif, c'est nous. Celles et ceux qui sont dans les syndicats se mobilisent plus pour la structure. Le groupe va continuer. En tout cas, on attend toutEs qu'il se passe un truc en fait, un point où ça va céder. On se mobilise tous pour la réforme des retraites mais il y a plein d'autres choses. C'était juste la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Le 49.3, c'était carrément le torrent. Ça peut continuer que ce soit sur l'inaction climatique, la lutte contre les discriminations. Il y a un truc qui a été enclenché. On attend des choses, pas juste des gens qui parlent.

Propos recueillis par Louise C.

GRÈVES, BLOCAGES, MANIFS SAUVAGES

...



Après plus deux mois et demi contre la réforme des retraites social a expérimenté bien des formes d'action et franchi bien répression féroce. Analyses et perspectives pour aller v

RÉFORME DES RETRAITES LES SAUTS POLITIQUES DANS LE MOU

Le mouvement que nous vivons est étonnant. Rarement une question aussi concrète de départ à la retraite aura posé autant de questions politiques, c'est-à-dire concerné que la société. Un signe des temps, de la crise globale du capitalisme que nous vivons

A lors que cette réforme aurait pu passer pour secondaire, puisque pour de nombreux salariéEs elle ne change pas le montant de leur pension mais le temps obligatoire de travail, elle est apparue insupportable. Rapidement Macron a configuré le conflit comme un combat, une bataille politique contre l'ensemble du prolétariat, en attaquant directement ses organisations par le refus d'un compromis avec la CFDT et la CFE-CGC, et en expliquant que cette réforme était incontournable pour la suite du quinquennat. Il y a quelque chose de réel dans cette affirmation, et de ce point de vue il a déjà perdu : plus aucune loi ne pourra vraisemblablement passer à l'Assemblée. L'illégitimité de Macron est telle que, à droite et à l'extrême droite, une grande partie des députéEs ne veulent plus lier leur sort à son avenir.

Le 8 mars, un premier saut

Le mouvement a eu des difficultés à démarrer. Et il a fallu une première intervention politique pour l'accélérer, celle des organisations de jeunesse, qui ont appelé à une manifestation nationale le 21 janvier. Le mouvement a été lancé, avec la succession de journées de grève et de manifestations historiques appelées par une

Lorsque la puissance du mouvement a permis de mettre en minorité le gouvernement à l'Assemblée sur sa réforme, il n'a pas reculé mais au contraire il a accéléré une politique autoritaire

intersyndicale aussi unie que l'a été la gauche dans la Nupes. Il n'y a pas de hasard, l'unité syndicale et l'unité politique sont la réaction des organisations, même avec des directions très fortement intégrées au système capitaliste, liées à un prolétariat qui, comme une bête blessée, regroupe toutes ses forces pour se défendre.

Le second saut politique a eu lieu début mars. Rappelons-nous, il s'agissait alors, après le trou des vacances scolaires, de renouer avec une mobilisation autour des 7, 8 et 9 mars à l'appel de l'intersyndicale, autour de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et à l'appel des organisations de jeunesse. Autour de la bataille sur plusieurs années pour construire une grève féministe et grâce à la compréhension des dégâts importants des réformes des retraites pour les femmes, la reconduction de la grève à partir du 7 mars a été posée. C'est une question politique en partie extérieure au mouvement, pour reprendre la formule de Lénine selon laquelle la

conscience politique de la classe est extérieure à la lutte économique¹, qui a rendu possible un saut qualitatif dans la lutte. Mais cette construction de la grève reconductible n'est pas venue d'en haut : Solidaires a appelé à reconduire, la CGT a seulement encouragé, et les CFDT et autres n'ont rien dit. Étant donné la faible auto-organisation à la base, la reconductible n'a reposé que sur les structures syndicales plus combattives qui ont une implantation assez forte pour entraîner. Elles sont malheureusement en nombre réduit. On n'a donc pas assisté à cette occasion à un mouvement qui déborderait les directions syndicales.

Contre l'autoritarisme, une révolte plus forte et plus générale

Jusqu'à la mi-mars, la construction de la mobilisation et la bataille parlementaire ont été une période de lutte pour l'hégémonie entre le mouvement ouvrier et le gouvernement. Force est de constater que ce dernier a perdu



es, le mouvement
des caps, malgré la
vers la victoire.

MOVEMENT

que le report de l'âge
ant la marche globale
S...

la bataille, gagnée par les organisations syndicales, grâce à l'unité et à la participation massive du prolétariat à la lutte, et par les députéEs de la Nupes qui ont réussi à déconstruire le discours du pouvoir.

Mais ces organisations n'ont pas préparé la suite. En effet, les directions syndicales en sont restées à une stratégie de grèves « saute-mouton » qui ne permet pas de gagner, tandis que les députéEs de la Nupes ont maintenu le débat dans un giron très institutionnel, ne préparant pas le mouvement au coup de force suivant.

Ainsi, lorsque la puissance du mouvement a permis de mettre le gouvernement en minorité à l'Assemblée sur sa réforme, il n'a pas reculé mais au contraire il a accéléré une politique autoritaire que les directions du mouvement ouvrier n'avaient pas anticipée, en utilisant les outils institutionnels et policiers à sa disposition pour combattre le mouvement. On a vu alors, combinée à l'utilisation du 49-3, une multiplication sans précédent des outils de répression : des cortèges syndicaux ont été attaqués par la police, des militants arrêtés à leur domicile dans le Tarn, des centaines d'autres en manifestation, des centaines de blessés en manifestation, notamment à Sainte-Soline avec deux personnes dont le pronostic vital

était engagé, un doigt et un œil arrachés, l'utilisation de quads, de voltigeurs, etc.

Le niveau de répression est tel que l'ONU, les USA, le Conseil de l'Europe et diverses organisations de défense des droits humains s'en sont émus. À ce niveau de répression s'ajoutent les attaques du mouvement par l'extrême droite, dans plusieurs universités et villes, sans que cela soit un hasard quand on connaît les liens qui existent de plus en plus entre les forces de répression et l'extrême droite.

Cet arsenal autoritaire n'a pas laissé de marbre le mouvement, et au lendemain du discours provocateur de Macron, on a vu se dérouler la plus grande manifestation syndicale de l'histoire du pays. Le 23 mars, l'autoritarisme du pouvoir est remis en question, sa capacité de diriger n'étant appuyée que sur sa force de coercition, rappelant la formule de Marx et Engels selon laquelle l'État n'est en dernière instance « qu'une bande d'hommes armés ». Cependant, si la réaction a été massive, là encore le mouvement s'est arrêté au milieu du gué et on n'a pas vu naître un nouveau « Nuit debout », ni un mouvement d'occupations comme en Turquie, en Espagne ou par les Gilets jaunes.

Quel sera le saut suivant ?

Une fois de plus, les directions du mouvement ouvrier auront joué le rôle de représenter les masses prêtes à agir, mais n'auront pas permis de faire un nouveau pas en avant. Elles auraient pu au moins tenter d'appeler à un soulèvement, mais ne l'ont pas fait. Par peur de l'échec, par concurrence les unes avec les autres, par crainte d'un affrontement politique avec le pouvoir, par la recherche de la solution qui permettrait l'affrontement le moins fort possible... alors que de toute évidence le mouvement ne peut se résoudre que par un très haut niveau de confrontation avec un pouvoir qui veut infliger une défaite durable au prolétariat. La faiblesse de l'auto-organisation n'a pas permis jusqu'ici de compenser ces manques. Tout cela nous ramène à nos responsabilités en tant que révolutionnaires, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui comprennent que cette bataille, à chaque étape, ne pourra franchir des caps qu'en assumant une dimension politique forte, mais

qui ne se résoudra pas dans les institutions.

Ainsi, nous avons la responsabilité dans les prochaines semaines, voire les prochains jours, de mener diverses batailles. La première est de ne semer aucune illusion sur une sortie de crise par le biais d'une décision du Conseil constitutionnel ; seul le rapport de forces sera déterminant. La seconde est de continuer à construire le mouvement, avec des tournées pour mobiliser, des assemblées générales et réunions interprofessionnelles permettant d'accélérer les discussions, les prises de conscience, les initiatives pour des actions nouvelles. Ainsi, malgré les tentatives déjà réalisées par le mouvement, les possibilités de nouvelles actions sont multiples : faire du bruit partout dans le pays à 19h 49 et 30s pour dénoncer le pouvoir et continuer la bataille pour l'hégémonie, tenter de nouveau des grèves reconductibles, bloquer la circulation des marchandises dans les transports, organiser une manifestation nationale vers l'Élysée, etc.

Et enfin, on ne fera pas l'économie de poser le problème du pouvoir. En effet, Macron pose lui-même cette question depuis le début, elle se pose de nouveau sur sa capacité à gouverner. Tant que le mouvement ouvrier ne se posera pas la question de gouverner à la place de Macron, par un gouvernement des exploités et des opprimés, qui rompe avec la 5^e République, alors Macron n'hésitera pas à décider à notre place. C'est un des sauts qui n'a pas encore eu lieu dans la mobilisation et pour lequel nous nous battons : poser la question de qui dirige la société, comment vivre, comment et quoi produire, comment décider, etc. Une question pourtant devenue cruciale dans le contexte de la crise globale du capitalisme, où crises écologique, sociale, économique se mêlent en nous rapprochant de l'alternative : « écosocialisme ou barbarie ».

Antoine Larrache

1 - « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et catégories de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles. », Lénine, Œuvres, vol. 5, p. 431.

**MACRON DANS PiF...
SCHiAPPA DANS PLAYBOY...
ET DARMANIN DANS TA GUEULE!**



AUTO-ORGANISATION ACTIONS, GRÈVES, BLOCAGES... MOBILISÉ·E·S POUR GAGNER!

Cela fait maintenant plus de deux mois et demi que nous sommes mobiliséEs contre la réforme des retraites et ce mouvement ne cesse de nous surprendre par l'ampleur des manifestations et les rebonds qui le prolonge encore.

La possibilité de la victoire face au gouvernement est toujours là malgré des difficultés objectives, à condition que nous arrivions à combiner l'ensemble des modalités d'action pour converger dans un affrontement avec le gouvernement et le pouvoir.

Des modalités d'action diverses et qui se réinventent

Le marqueur principal de cette mobilisation est le nombre impressionnant de manifestantEs : 2 millions dès le 19 janvier, 3,5 millions le 7 mars au retour des vacances scolaires, encore 3,5 millions le 23 mars après l'usage du 49.3. Les manifestations aux flambeaux sont des moments assez exaltants de convergence et de solidarité. L'ambiance y est différente de celle des manifestations habituelles. Des rassemblements voire des défilés ont eu lieu dans des petites villes, significatives de l'ancrage profond de la colère populaire.

À plusieurs reprises nous avons frôlé la possibilité d'une grève reconductible dépassant les secteurs « habituels » (SNCF, éducation, transports...) sans réussir à passer ce cap. Pourtant, la grève existe, malgré le blackout médiatique, avec des secteurs plus fortement mobilisés et d'autres où il y a une sorte de grève tournante. La production de plusieurs barrages hydroélectriques a été coupée avec occupation nuit et jour des sites par les salariéEs. Des piquets de grève se sont tenus sur plusieurs sites d'incinération d'ordures en région parisienne et en province, comme à Toulouse par exemple. Ces piquets ont rassemblé des salariéEs du secteur mais aussi au-delà des militantEs, jeunes, étudiantEs, féministes venuEs apporter leur soutien, tisser des liens de solidarité, échanger sur des vécus très différents avec l'objectif de faire reculer le gouvernement. Dans le privé, les salariéEs alternent grève, congés, jour de récup, RTT, horaires décalés... pour venir aux manifestations. L'absence du lieu de travail pèse sur les activités de production même si ce n'est pas avec le même impact qu'une grève massive.

Dans de nombreuses villes, il y a eu des blocages : de voies rapides comme à Chambéry, de voies ferrées, des entrées de ville comme à Rennes, des ports comme à Rouen ou au Havre, de ronds-points, de zones industrielles ou logistiques... Ils sont le fait de militantEs syndicaux, politiques mais pas du tout en opposition avec la population ou les travailleurEs des sites. Ces blocages sont extrêmement populaires malgré les embouteillages et les retards qu'ils entraînent.

Des blocages aussi d'établissements scolaires : facs, lycées mais aussi collèges, comme à Montreuil, témoignant de la prise de conscience de l'urgence sociale et climatique dans la jeunesse. Enfin, des centaines de réunions publiques, assemblées, se sont tenues pour dénoncer la réforme, discuter des modalités d'action, des moyens de gagner.

Ce qui manque ce sont les cadres d'auto-organisation : assemblées générales sur les lieux de travail, de secteurs géographiques, interprofessionnelles... Il n'y a pas rien mais cela reste faible. Les enseignantEs du 1^{er} degré se sont réunis à Paris, appelant à la reconduction. Gare de Lyon à Paris, des assemblées réunissent des militantEs de la SNCF ou de la RATP mais aussi d'autres secteurs : ça discute politique, ça s'enthousiasme, avec des actions comme l'envahissement des voies. Sans prétendre être un cadre d'auto-organisation, cette assemblée permet de discuter et d'agir pour construire le rapport de forces. Ces multiples formes de mobilisation se combinent et n'apparaissent pas comme contradictoires mais au contraire plutôt complémentaires.

1995, 2003, 2010, 2016, 2019... 2023...

Le mouvement opère la synthèse des différentes modalités des mobilisations précédentes. L'idée des blocages des transports par la grève comme en 1995. Mais les restructurations profondes opérées depuis, l'évolution des statuts des agents, empêchent la reproduction du blocage total du pays qui avait abouti à une victoire partielle. En 2003, contre la réforme des retraites, les assemblées interprofessionnelles avaient fleuri un peu partout, rassemblant enseignantEs, cheminotEs, postierEs, etc. Elles organisaient les tournées d'établissements pour étendre la grève, des opérations de distribution de tracts...

Le mouvement opère la synthèse des différentes modalités des mobilisations précédentes

En 2006, le mouvement de la jeunesse contre le CPE (contrat de première embauche) obtint une victoire après plus de deux mois de mobilisation, des manifestations massives mais surtout par l'organisation du blocage de nombreuses universités, nouvelle forme de mobilisation.

En 2010 et plus encore en 2016, les difficultés à construire et étendre la grève au-delà notamment des cheminotEs avaient conduit les assemblées interprofessionnelles à mener des actions minoritaires. Elles rassemblaient les militantEs les plus déterminés ayant la préoccupation d'étendre la mobilisation. Pour certainEs dont l'objectif était restreint à des actions visibles sans que le fait qu'elles soient minoritaires et substitutistes ne les freinent. Le mouvement des Gilets jaunes en 2018 a révélé l'écart qui existe entre le milieu syndical organisé et une grande partie de la population animée par une colère légitime et profonde. Les modalités d'action (occupation, blocage des ronds-points) marquaient la volonté d'un ancrage dans les

territoires au plus près des lieux de vie et non des lieux de travail. Les assemblées générales, souvent très hostiles aux militantEs politiques et syndicaux, ont été des lieux d'expression de la colère, voire du désespoir de toute une partie de la population. La violence des affrontements a marqué la détermination face à une répression hallucinante. Toutes ces expériences que l'on retrouve aujourd'hui tentent de proposer des cadres à toutes et tous : secteurs organisés, salariéEs précariséEs ou indépendantEs, du privé, sans-emplois, jeunes... De proposer des modalités qui correspondent aux différents niveaux de conscience : manifestations traditionnelles, journées de 24h, grèves reconduites, actions symboliques, blocages, manifestations sauvages... L'adhésion ultramajoritaire de la population permet la combinaison de toutes ces formes sans opposition entre elles. La question reste : cela est-il suffisant pour gagner ?

Et maintenant ?

La victoire contre le gouvernement n'a jamais été aussi proche depuis des années. La durée de la mobilisation, le niveau des manifestations, la multiplicité des formes d'action marquent le niveau de l'enjeu bien compris tant du côté du gouvernement que de la population.

Que faudrait-il pour nous assurer une victoire ? Sans doute l'extension de la grève notamment dans le privé, l'intensification de la grève dans les secteurs mobilisés de manière intermittente. Devant ce constat, peut-on envisager de compenser, d'une certaine façon, par d'autres modalités, notamment la multiplication des blocages ? L'organisation actuelle du capitalisme, à flux tendu, avec des centres logistiques cruciaux présente une faiblesse que nous pouvons exploiter. Mais cela nécessite des militantEs disponibles, donc en grève et qui s'organisent pour le faire. On peut envisager des grèves tournantes : par exemple les conducteurs de train le mardi, les aiguilleurs le mercredi et les contrôleurs le jeudi. Là aussi cela suppose un niveau d'organisation de la lutte que nous n'avons pas atteint pour l'instant.

Une des clefs de la victoire dans cette bataille cruciale réside autour de la question de l'auto-organisation. Au plus près des travailleurEs, de la population, ce sont les seuls organes capables d'inventer en permanence de nouvelles modalités d'action, de permettre de dépasser les carcans des organisations, d'accélérer les prises de conscience. Ils sont la démonstration de la force de la classe laborieuse dans ce système, de son rôle historique. Il est possible aujourd'hui de passer ce cap parce que la lutte a mué en un affrontement avec le gouvernement et avec Macron en particulier, qu'elle est devenue politique à l'aune du 49.3. Cela laisse aujourd'hui ouverte, après deux mois et demi de lutte, la possibilité de gagner.

Elsa Collonges

RÉPRESSION Abandon des poursuites à l'encontre de nos 5 camarades tarnais!

Jeudi 30 mars à 6 heures du matin, 6 militants et, pour certains, délégués syndicaux (FSU, SUD-Solidaires, Confédération paysanne) ont été interpellés par les forces de l'ordre, devant conjointes et enfants, pour être placés en garde à vue.

Cinq militants sont déférés devant le tribunal d'Albi pour être jugés en comparution immédiate. Quels sont les faits reprochés à ces « fameux criminels » ? D'avoir laissé mettre le feu à deux palettes et une poubelle devant la préfecture le 16 mars. L'action spontanée et de colère avait pour but de dénoncer la violence de l'utilisation du 49.3 par le gouvernement après deux mois de mobilisation et l'opposition de 70% de la population à cette réforme. Pas la prise du Palais d'hiver de la préfecture !

Criminalisation des acteurs du mouvement social

La raison est la suivante : tous les militants interpellés sont syndiqués ou non mais ils sont surtout engagés dans la mobilisation sociale et contre ce gouvernement. La raison est politique : faire peur, criminaliser les acteurs du mouvement social.



NPA

Le préfet Lauch est dans la droite ligne de son maître qui a affirmé le 30 mars à Savines-le-Lac que « des milliers de gens étaient venus pour faire la guerre » à propos des manifestantEs participant à la mobilisation de Sainte-Soline. Ce n'est pas la guerre mais la lutte des classes ! La classe bourgeoise et ses représentantEs ont le pouvoir et veulent le garder quoi qu'il en coûte, au prix d'abaisser les pensions de retraite, de casser le code du travail et de donner l'écologie, la santé et l'éducation au secteur capitaliste et marchand au lieu d'en faire des biens communs. Ils n'acceptent pas la contestation et veulent la museler.

Le jour d'après vendredi 31 mars

Les cinq interpellés sont arrivés menottes dans le dos, escortés de 2 camions blindés et 2 fourgons et 3 véhicules de police, sirènes hurlantes comme de véritables malfrats. Le rassemblement devant le tribunal d'Albi a été une belle démonstration de solidarité militante dans le calme et festive. Et même si les organisations politiques (NPA, LFI, PCF, EÉLV) et la LDH sont restées en retrait, elles étaient présentes pour les soutenir et l'ont fait savoir dans les médias et les milieux militants au travers des communiqués. La procureure a réclamé le contrôle judiciaire des interpellés avec interdiction de contact entre eux et interdiction de port d'arme. Après suspension de séance, les trois juges ont renvoyé le jugement au 2 mai à 14 heures.

Les mobilisations continueront, déterminées, pacifiques et non violentes. Nous demandons l'abandon des poursuites judiciaires à l'encontre des 5 Tarnais. Nous dénonçons la politique répressive du gouvernement et la démission de Darmanin. Nous poursuivons toutes les luttes engagées contre la réforme des retraites sauce Macron, contre les mégabassines de Sainte-Soline, contre le projet d'A69 Castres-Toulouse, contre les lois racistes de Darmanin et bien d'autres jusqu'à leurs retraits.

CorrespondantEs

SYNDICALISME

Congrès de la CGT : des changements au sommet qui ne résolvent rien

Le 53^e Congrès de la CGT a été qualitativement différent des précédents, comme le laissent présager les prises de position critiques de l'orientation de la direction portées par un certain nombre de fédérations et d'unions départementales, assorties de candidatures au secrétariat général de la confédération, opposées à celle de Marie Buisson, mise en avant par Martinez.

D'entrée, en refusant de procéder à un décompte des voix alors que les résultats étaient manifestement serrés, la tribune déclenche une série d'affrontements imprévus. Le décompte par mandats valide la composition de la commission des mandats par 416 voix pour et 407 contre et 89 abstentions. Le règlement intérieur du congrès n'est adopté largement que grâce au retrait du passage qui imposait le respect des « critères définis par le comité confédéral national (CCN) » pour l'élection de la future commission exécutive confédérale, ouvrant la porte à la proposition d'Olivier Mateu par l'UD 13 ne respectant pas l'obligation de proposition d'un binôme homme/femme.

Marie Buisson présente une introduction consensuelle qui reprend la plupart des thèmes d'actualité ou en débat. Dénonciation du capitalisme, système d'exploitation des hommes, des femmes et des ressources. Soutien de la CGT aux peuples et exigence du retrait des forces militaires russes d'Ukraine. Pour la France, dénonciation des conditions de travail, des salaires, des attaques contre les travailleurEs immigrés, engagement dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Sans oublier l'urgence climatique et la dénonciation des violences policières. Construction de la CGT, avec la nécessité de la formation, du renforcement des unions locales et la défense des Bourses du travail. Et une place importante pour la lutte contre les discriminations sexistes, les violences sexistes et sexuelles avec une référence à la sororité.

Un coup de tonnerre

Mardi 28 mars, au retour de la manifestation, la déclaration de Martinez rejoignant Berger dans la demande d'une médiation dans la mobilisation en cours va contribuer à plomber l'ambiance et aboutir à une conclusion totalement imprévue, inédite : le rapport d'activité est rejeté par 50,3% des voix.

Une opposition existait depuis des années par des fédérations et unions départementales porteuses de l'adhésion à la FSM et de la candidature d'O. Mateu. À côté de ce courant, une autre galaxie oppositionnelle, autour de la candidature de Céline Verzeletti, co-secrétaire de l'Union fédérale des syndicats de l'État et membre du bureau confédéral sortant, regroupe notamment de grosses fédérations comme celles des cheminotEs, des services publics, des mines-énergie. Et s'y retrouvent plusieurs courants politiques : POI, PCF tendance Roussel, dont Laurent Brun (cheminot). Plus « gauche », plus hétérogène, sans orientation alternative, mais plus nombreuse, essentiellement unie par des critiques sur le fonctionnement antidémocratique de l'appareil confédéral. Critiques justes, mais qui peinent à masquer les pratiques des dites fédérations, souvent tout aussi bureaucratiques. Les deux se sont accordés pour sanctionner la

direction sortante au travers du rejet majoritaire du rapport d'activité, aidées par le comportement des présidences du congrès et la déclaration de Martinez.

Retour à la normale

La suite des débats a mis en évidence les fractures existantes mais aussi l'existence de majorités à géométrie variable en fonction des thèmes. Le rapport financier est adopté par 67% des voix, et les commissions d'amendements du document d'orientation en intègrent beaucoup. D'autres sont votés par le congrès comme la réintégration des soignantEs non vaccinés, le renforcement des unions locales, la sauvegarde des Bourses du travail, la défense des services publics. Sur les questions féministes, une vraie fracture existe entre celles qui souhaitent consolider les acquis et ceux, mais aussi celles, qui contestent la parité ou les racines de l'oppression spécifique. Le document d'orientation est néanmoins amendé dans le bon sens (présomption de sincérité des victimes, nécessité de mesures conservatoires en cas de signalement contre un militant ou dirigeant). Les passages relatifs à l'unification syndicale sont atténués et ne mentionnent plus explicitement la FSU et Solidaires, tandis que les références au collectif « Plus jamais ça » sont rayées.

Sur les questions internationales, au-delà des affirmations générales sur la solidarité envers les peuples, la guerre en Ukraine est à peine évoquée mais le renforcement des liens avec la FSM repoussé (72% de voix) après une forte intervention d'une syndicaliste iranienne en exil expliquant comment la FSM collabore avec le régime dans son pays pendant que le pouvoir réprime les manifestantes. Le document d'orientation est adopté par 73% des votes, score comparable à celui du congrès précédent, illustrant ainsi que pour une partie des oppositions l'enjeu n'était pas là.

Game of Thrones

Tout au long des débats, des intervenantEs ont utilisé leur temps de parole pour soutenir la candidature d'Olivier Mateu. Le CCN s'est mis d'accord sur une liste de 66 noms qui ne comporte ni Olivier Mateu ni Emmanuel Lépine, principaux animateurs de la sensibilité pro-FSM. La liste est validée par le congrès avec près de 90% des voix. Mais le nom de Marie Buisson est massivement rayé (57%), comme ceux de Baptiste Talbot (76%) et Céline Verzeletti (77%). Mateu et Lépine rajoutés sur la liste par une partie des délégués échouent à atteindre le seuil des 50% + 1 voix nécessaires pour être élus, tout comme Stéphane Debon, représentant des privéEs d'emploi.

Dans la foulée, un bureau de compromis est proposé après les échecs de Buisson et Verzeletti à construire une majorité. Il est fait appel à Sophie Binet, une « nouvelle » figure, non identifiée à l'un des camps en présence comme secrétaire générale. Secrétaire générale de l'UGICT (cadres de la CGT) et très investie sur les questions féministes, elle incarne plutôt la continuité de l'orientation de la direction sortante, mais le bureau fait une large place aux fédérations qui soutenaient Verzeletti. L'élection du bureau et de Sophie Binet sont validées par le CCN avec environ 60% des voix.

En clôture, l'intervention de Sophie Binet, dans la lignée de la motion d'actualité (91% de votes favorables) appelle à mener la bataille sur les salaires, les conditions de travail et à ne rien lâcher sur les retraites, affirmant qu'« il n'y aura pas de trêve, pas de suspension, pas de médiation. On ne reprendra pas le travail tant que cette réforme ne sera pas retirée », sans renoncer à la lutte sur le climat, le féminisme et contre les violences sexistes et sexuelles. Elle évoque aussi la nécessité d'en finir avec la violence dans les débats internes.

En conférence de presse, elle annonce un élargissement du bureau afin de mieux représenter les territoires pour résorber le fossé entre les petites UD plutôt proches de Buisson et les grosses fédérations.

Concessions réciproques à venir

Le congrès enregistre une inflexion à gauche sous la pression des oppositions qui risquent de se limiter à des prises de position, les débats sur les difficultés (recul de la syndicalisation quelles que soient les structures et leurs orientations respectives, échec à entraîner de larges pans de notre classe dans les mobilisations) ayant été à nouveau esquivés. Il marque également des reculs, du fait des composantes sectaires et conservatrices des oppositions, sur l'unification syndicale ou la prise en compte de l'urgence climatique. L'orientation de la CGT ne devrait pas en être fondamentalement modifiée, et, au vu des rapports de forces, les différentes sensibilités seront contraintes à des concessions réciproques pour éviter la paralysie.

Nos priorités restent la reconstruction de structures syndicales démocratiques au plus près des salariéEs, le regroupement des luttes par delà les différences de statuts et de boîtes, la défense d'orientations qui allient syndicalisme lutte de classe et prise en compte des oppressions et de l'urgence écologique, avec toutEs les militantEs qui les partagent, quelle que soit leur sensibilité.

Robert Pelletier

la
cgt



YOUTUBE CGT

Quinze ans après la lutte victorieuse de 27 semaines, contre une première tentative de fermeture des services vitaux de l'hôpital dont la maternité, l'émotion et la colère se sont de nouveau transformées en une impressionnante mobilisation.

Un cortège de 8 000 personnes

Malgré l'annonce, en dernière minute, du report de la fermeture, 8 000 personnes se sont rassemblées le samedi 18 mars à 11 h dans cette ville de 7 200 habitantEs pour affirmer leur détermination à défendre leur maternité. Celle-ci est depuis 2008 le symbole de ces services publics essentiels que les contre-réformes libérales font disparaître les uns après les autres sur des territoires comme le Centre Bretagne.

Au cours du meeting, notre camarade Matthieu, porte-parole du comité de vigilance, fut ovationné quand il appela à ne rien lâcher, à imposer un « 49.3 de la rue », un « 49.3 sanitaire » et proposa d'aller à nouveau à Kemper manifester autant de fois qu'il le faudrait pour obtenir satisfaction. Catapulte en tête¹, le cortège de plus d'un kilomètre de long s'est rendu jusqu'à la gare.

Conséquences de la loi Rist

En 2008, l'attaque avait été franche et ouverte. L'objectif affiché par Perrin, le directeur de l'ARS, était la « rentabilité » des « usines à bébés » au détriment de la proximité et de l'humanité d'une maternité locale. Aujourd'hui l'argumentation est plus hypocrite : la prétendue « impossibilité » pour le CHU de Brest, auquel l'hôpital de Carhaix est désormais rattaché, d'établir, faute d'anesthésistes, un « tableau de garde » pour Carhaix. C'est l'une des premières conséquences de l'application stricte de loi dite « Rist »². Celle-ci plafonne les rémunérations des intérimaires assurant des gardes hospitalières. Derrière ces arguties la volonté de liquider un service public essentiel

SANTÉ Carhaix se soulève à nouveau pour sa maternité

L'annonce de la fermeture de la maternité de Carhaix prévue le 3 avril 2023 a provoqué le soulèvement de la population du Kreiz Breizh (Centre Bretagne) qui s'est déclarée à nouveau « en résistance ».

FERMETURE DES PETITES MATERNITÉS



pour des raisons d'économies budgétaires n'est jamais loin. La directrice du CHU de Brest n'a d'ailleurs pas hésité à déclarer à la presse que les femmes guyanaises faisant 3 jours de pirogue pour rejoindre la maternité dans ce département, les bretonnes pouvaient bien faire trois quarts d'heure de route pour accoucher à Brest!

Les outils d'une nouvelle lutte collective se mettent en place. Le comité de vigilance (soutenu par la municipalité) rassemble largement toutes celles et ceux qui veulent participer à la lutte, un comité regroupant professionnelles et usagerEs prépare les dossiers

« techniques » et les argumentaires, et le comité des futures mamans fera entendre la voix des premières concernées.

En 2008, la lutte de Carhaix était devenue le symbole national du combat pour la défense des hôpitaux et maternités de proximité contre les restructurations libérales. Le nouveau combat de la population du Kreiz Breizh pourrait en faire le phare de l'opposition à une nouvelle vague de fermetures préparée par le rapport de l'Académie de médecine qui préconise la fermeture de 131 maternités pratiquant moins de mille accouchements par an.

Solution libérale

Le manque d'attractivité du travail dans les hôpitaux publics du fait du niveau des rémunérations et de conditions de travail, les départs de professionnelles qui en sont la conséquence sont une réalité. La « solution » libérale consistant à fermer les petites structures en aggravant l'engorgement des plus grandes n'en est pas une.

Quant à la « sécurité » de femmes qui risquent d'accoucher sur la route, au stress que génère l'inquiétude de ne pas arriver à temps à l'hôpital, il n'est jamais pris en compte.

Dans le Finistère, après Pont-l'Abbé déjà transformée en « centre de périnatalité » ne pratiquant plus d'accouchements, c'est aujourd'hui Landernau qui se mobilise contre la fermeture programmée de sa maternité, avec aussi en toile de fond l'application de la loi Rist. Les effets de cette loi se font sentir sur tout le territoire. En Bretagne, Guingamp et Redon sont également menacées et, au plan national, les alertes se multiplient. D'ores et déjà on peut citer les exemples de Fontenay-le-Comte en Vendée, de Romilly-sur-Seine dans l'Aube, de Dole et Lons-le-Saunier dans le Jura, de Brignoles-le-Luc dans le Var, de Rodez dans l'Aveyron qui vont demain se multiplier. Le 18 mars dernier à Carhaix n'était qu'un début!

CorrespondantEs Kreiz Breizh et Kemper

1 - La catapulte avait été le symbole et le point de ralliement des grandes manifestations de 2008.

2 - Loi qui doit son nom à Stéphanie Rist, députée Renaissance, loi n° 2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification

Mouvement social La fac de lettres de Nice bloquée suscite une agression de l'extrême droite.

Pour la première fois de mémoire militante, le campus Carbone (fac de lettres) de l'université de Nice a été bloqué mardi 28 mars à la suite d'une AG qui s'était tenue la veille. Pour la première fois depuis le début du mouvement la participation des étudiantEs du campus à l'AG avait été conséquente. La mobilisation, jusqu'ici surtout portée par les salariéEs de la fac, s'étend maintenant aux étudiantEs dans une université où la tradition militante est très faible et où l'éparpillement géographique des campus est un frein majeur à la mobilisation.

Mardi 28 mars, dès 6 h 30, une centaine d'étudiantEs et salariéEs de la fac étaient présents sur le campus pour assurer le blocage. Un blocage qui s'est très bien déroulé, sans aucune tension avec les usagerEs du campus, ni avec la sécurité.

Vers 9 h, un groupe d'une petite quinzaine de militants d'extrême droite dont le dirigeant de l'UNI 06, collaborateur du député RN Lionel Tivoli, et le responsable de local de Génération Z ainsi que des anciens Zoulous et proches de l'Action française ont tenté de forcer le piquet de grève. Leur attaque violente a été repoussée par les grévistes dont beaucoup étaient pour la première fois engagéEs dans une action militante.

Alors que l'UNI se donne volontiers les atours d'une « association » apolitique sur la fac, cela a été une démonstration de leur véritable nature pour touTEs les étudiantEs présentEs. Après cette agression, l'UNI a tenté de tourner la situation à son avantage, dénonçant des violences et annonçant vouloir porter plainte pour coups et blessures. Ses militants ont reçu le soutien de Ciotti! De leur côté, la LDH et la CGT ont apporté leur soutien aux étudiantEs mobilisés et demandent à la préfecture et à l'université de prendre des sanctions contre l'UNI qui fait ici la démonstration de sa violence et de sa collusion avec toute l'extrême droite locale.

Après l'annulation récente de la venue du dirigeant de Génération Z à la fac de droit, c'est le deuxième échec cuisant pour une extrême droite qui peine à comprendre qu'elle n'est chez elle ni à Nice ni ailleurs!

Peu après l'agression, la présidence de l'université a annoncé la banalisation de la journée et la fermeture administrative du campus. Les membres du piquet de grève ont alors décidé collectivement de rejoindre la manifestation qui venait de démarrer au centre-ville : un cortège dynamique a alors traversé la ville, bloquant l'une des voies de la promenade des Anglais pour rejoindre le reste de la manifestation! Une très belle démonstration du renforcement de la mobilisation, de l'entrée de la jeunesse dans la bataille.

Antonin

QUARTIER LATIN Face aux attaques de l'extrême droite, restons mobiliséEs!

Depuis le 23 mars, plusieurs attaques et apparitions de l'extrême droite ont lieu dans le Quartier Latin à Paris. Tabassages et intimidations ne suffiront pas pour arrêter la mobilisation de la jeunesse.

J eudi 23 mars, à Paris, une quinzaine de néonazis ont attaqué le cortège des étudiantEs de l'ENS Ulm-Assas qui se rendait en manifestation contre la réforme des retraites depuis la rue d'Ulm. Les militants d'extrême droite, armés de parapluie et gants coqués, cagoulés ou portant des casques de moto, s'en sont pris aux quelques personnes du service d'ordre autogéré du cortège, en hurlant « Waffen Assas », le nom de leur groupuscule. En quelques secondes, avant que les manifestantEs se remobilisent et les chargent au rythme de chants antifascistes, ils avaient eu le temps de frapper quelques personnes et d'arracher la banderole de l'ENS.

Samedi 25 mars, les 13 étudiantEs qui bloquaient le campus de Cassin, dans le 13^e arrondissement, ont été agressés par une quarantaine de néonazis, armés de barres de fer et de couteaux, qui les ont poursuivis. Un étudiant a été tabassé. C'était

bien évidemment l'occasion pour eux d'empêcher les étudiantEs de rameuter du monde en vue de la marche antiraciste qui se tenait peu après.

Communiqué des établissements sous la pression des étudiantEs

Durant les derniers jours, des étudiantEs de l'ENS, de l'ENSAD, de l'ESPCI et d'Assas ont poussé leurs directions à communiquer ensemble sur la question. Un bref communiqué est paru, qui a au moins le mérite de mentionner le droit de manifester des étudiantEs. La présidente de l'université Paris-1 a aussi rédigé un communiqué interne, dans lequel la brève mention du GUD est noyée sous la condamnation des actions de blocage des différents campus. Mardi 28 mars, des membres du GUD distribuaient carrément leurs tracts devant Assas sans être dérangés. Dans la nuit du 28 au 29 mars, la salle syndicale de l'ENS a été vandalisée et recouverte de tags antiféministes. Au

sujet de toutes ces attaques, du côté du gouvernement, seul un tweet creux de la ministre de l'Enseignement supérieur a été aperçu.

Milice de l'ordre établi

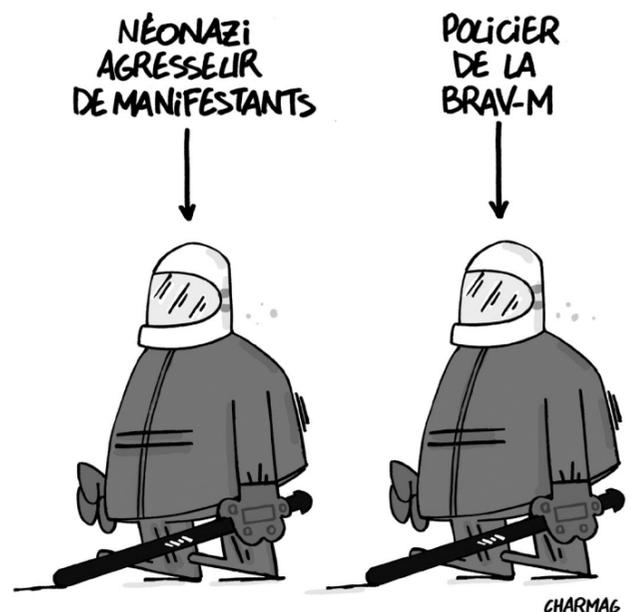
Nous l'avons toujours su, nous l'avons toujours dit : les groupes néonazis ne sont pas seulement les milices violentes de l'extrême droite mais ils sont aussi les alliés objectifs du macronisme. Les heures les plus sombres de l'histoire européenne nous ont déjà enseigné que droite et extrême droite marchent main dans la main et n'hésitent pas à montrer leur alliance au grand jour quand le moment est venu. Macron met en place et utilise de nombreux outils, personnes et méthodes qui n'ont rien à envier à l'extrême droite. Dans le contexte des attaques du Quartier Latin, on constate une fois de plus que les militants néonazis tiennent le rôle de la police, venant intimider et tabasser les étudiantEs qui bloquent ou qui exercent leur droit de

manifester. Tandis que les parlementaires du Rassemblement national feignent de s'opposer à la réforme des retraites, leur bras armé se charge de faire en sorte que le mouvement social s'essouffle ou prenne peur. Comme les forces de l'ordre le font pour l'État. Surtout, c'est le racisme d'État qui est au cœur de l'alliance entre libéraux et extrême droite.

Insondable mépris du pouvoir

Si le climat politique et économique se dégradait encore, on pourrait craindre que la bourgeoisie néolibérale, aujourd'hui macroniste, en vienne à soutenir un régime ouvertement fasciste pour maintenir son pouvoir sur le plus grand nombre. Pour l'heure, parmi les déclarations sur « les extrêmes » ou « les ultras », l'extrême droite n'est jamais explicitement citée : au contraire, les discours et les médias bourgeois se focalisent sur les blocages, les grèves, les manifestations qualifiés de violences, de prises

SACHEZ LES RECONAÎTRE



d'otages à l'image de leur insondable mépris. Nous observons aujourd'hui un tournant dans la mobilisation, et aussi dans la visibilité des liens entre droite et extrême droite.

Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation, à la grève, aux blocages. Nous savons pourquoi nous nous battons. Nous ne nous laisserons pas intimider. Comité Jussieu-ENS

En bref**Agrobusiness Soutien à Morgan Large!**

Victime de faits graves, Morgan Large, journaliste sur Radio Kreiz Breizh (RKB) co-fondatrice de *Splann!*, media d'investigation bilingue français-breton, a dû déposer plainte pour un nouveau sabotage de sa voiture. Pour en parler, elle a tenu une conférence de presse le 31 mars.

Morgan Large est connue pour ses enquêtes sur l'agro-industrie et l'environnement¹. Deux ans presque jour pour jour après un premier sabotage, elle a subi une nouvelle agression : dans des conditions quasiment identiques, les écrous d'une roue de sa voiture ont été desserrés. Morgan a donc encore porté plainte, accompagnée par le président de RKB. Notons que la plainte déposée en 2021 a été classée sans suite fin 2022 et que la protection policière réclamée par Reporters sans frontières lui avait alors été refusée.

Cette affaire, dans la continuité directe de celle de 2021, se situe dans un contexte régional vraiment inquiétant. Les journalistes du *Poher* (hebdomadaire d'information locale) ont été menacés de mort à la suite de l'affaire de Callac où devait être ouvert un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Le maire de Saint-Brévin-les-Pins a été victime pour la même raison de l'incendie de ses voitures, et plusieurs attaques contre des militantEs ont été perpétrées par l'extrême droite à Lorient, Rennes et Brest.

Difficile en outre de ne pas faire le lien avec les méthodes des tenants de l'agro-industrie bretonne, qui ont un lourd passé de pressions, d'intimidations, de procès-bâillons, afin d'empêcher toute critique à leurs activités dévastatrices pour l'environnement... Inès Léraud et Morgan Large en ont plusieurs fois fait les frais.

Le NPA a condamné avec vigueur cette nouvelle attaque contre Morgan et se joint aux protestations de *Splann!* et de RKB pour qui ce sabotage « participe d'une nouvelle atteinte à la vie et au travail de leur collègue et du climat de menaces qui pèse sur la liberté de la presse et sur les lanceurs d'alerte ».

Correspondant

1 - À ce titre, Morgan a participé à la table ronde sur l'agriculture organisée par le NPA dans le cadre de la présidentielle.

Logement Le Pays basque n'est pas à vendre.

Il ne faisait pas chaud, il a plu, il a même grêlé. Nous étions quand même plus de 3500 à défilé ce samedi à Bayonne, à l'appel de la plateforme unitaire *Herrian Bizi / Vivre* et se loger au pays, dont le NPA fait partie, qui regroupe associations, syndicats et partis. Un chiffre moins important que la fois précédente qui s'explique surtout par la météo, car les participantEs étaient déterminés et souriants sous leurs parapluies.

C'est un succès pour un territoire comptant environ 330 000 habitantEs, dont beaucoup peinent à se loger en raison des prix de l'immobilier.

«*Euskal Herri ez da salgai!*» (Le Pays basque n'est pas à vendre), «*Airbnb, ça suffit, Herrian bizi!*», «*Résidences secondaires, résistance populaire!*» ou encore «*Le logement, c'est pour les gens, pas pour l'argent!*» : les nombreux slogans lancés tout au long du cortège ont pointé du doigt les causes principales de la spéculation immobilière et de la flambée des prix qui touchent ce territoire, et la colère locale contre cette situation.

Les militantEs du comité NPA Pays basque étaient bien entendu présents et ont défilé dans la bonne humeur. La présence de notre porte-parole Philippe Poutou a permis de montrer l'importance accordée au sujet par le NPA local et national. Il a comme d'habitude en Pays basque été très bien reçu, il faut dire qu'il n'y possède pas de résidence secondaire! Après la manifestation, la foule s'est retrouvée sous les chapiteaux dressés sur la place Verte pour profiter, en mangeant un bout, des concerts donnés pour l'occasion. Une nouvelle preuve du savoir-faire local de cette terre militante. Nul doute que cette manifestation ne sera qu'une étape vers l'obtention de nouvelles avancées. Objectif? Limiter les résidences secondaires pour multiplier les logements sociaux, afin que chacunE ait un toit décent.

Correspondant

NPA

Si la participation les 1^{er} et 2 avril était un peu en dessous de ce qu'on espérait (un peu plus de soixante participantEs), la qualité des débats était au rendez-vous, avec des camarades du privé et de différentes fonctions publiques et entreprises d'État, les secteurs du commerce, des déchets, les services, la métallurgie, la chimie, l'éducation, la territoriale, les transports, l'aéronautique, le ministère du Travail, les finances publiques, l'enseignement supérieur, l'Office national des forêts, le social, la santé, la culture.

Sur l'actuelle mobilisation

La première demi-journée a été consacrée à une mise en perspective de l'évolution du prolétariat, des formes de mobilisation, du nombre de journées de grève qui permettent de mieux appréhender la période, les reculs de la conscience de classe et de comprendre les formes actuelles des mobilisations, les forces et faiblesses du mouvement en cours. Les échanges ont ensuite porté sur nos propositions pour la mobilisation, notamment sur l'auto-organisation. Nous sommes conscientEs de devoir faire face non seulement à l'attentisme de la masse des salariéEs vis-à-vis de l'intersyndicale mais aussi au danger de construire des structures minoritaires qui se substituerait à la réelle organisation des travailleurEs. Notre préoccupation, partagée par les militantEs, est d'éviter ces écueils pour favoriser au maximum les expériences d'auto-organisation et construire la mobilisation : assemblées générales de secteurs, réunions publiques, réunions interprofessionnelles

Des thèmes d'actualité

L'après-midi a été réservé à des ateliers thématiques. L'un d'entre

Réunion de salariéEs du public et du privé : analyser, réfléchir, agir

Tenir une telle réunion dans une période de mouvement et avec des grèves à la SNCF qui restent significatives était un pari audacieux! Mais c'est dans ces périodes d'activité importante que nous avons le plus besoin de confronter les points de vue, d'élaborer pour agir collectivement.

eux visait à rappeler des éléments essentiels autour de la protection sociale et de ses différentes branches, contextualisant plus largement la bataille pour la défense des retraites et de leurs financements. Un autre était dédié à la casse de la fonction publique et aux conséquences sur les conditions de travail des agentEs. Un troisième était consacré à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sur nos lieux de travail mais aussi au sein de nos organisations, syndicales en particulier. Enfin un quatrième atelier avait mis à l'ordre du jour un sujet d'actualité urgente, celle du rapport entre industrie et écologie.

Les organisations syndicales

Le dimanche matin était consacré à la question syndicale. La présence de générations différentes a engagé à couvrir un large spectre de préoccupations : en quoi le syndicalisme est-il le premier outil de défense des intérêts des travailleurEs? Comment doit-il participer à unifier notre classe sociale en luttant contre toutes les discriminations et oppressions racistes, sexistes, LGBTIphobes et défendre ainsi l'intérêt de touTEs? Quelles sont les difficultés rencontrées dans les structures syndicales? Et aussi, le problème des militantEs qui sont aspirés dans les appareils bureaucratiques, les

tâches quotidiennes, les réunions interminables avec les directions, le dialogue social. Les tâches des syndicalistes sont immenses, que ce soit dans les boîtes, les services, les structures interprofessionnelles, etc. Il est donc nécessaire de faire des choix avec comme objectif principal la reconstruction de la conscience de classe et des outils organisationnels qui la structurent.

Après ce débat, nous avons pris le temps d'un compte rendu du 53^e Congrès de la CGT qui venait de se terminer. Le déroulement du congrès, les rebondissements de la mise en place de la nouvelle direction, les débats qui ont eu lieu et ceux qui ont été empêchés, ont des implications pour l'ensemble des militantEs syndicaux.

Préparer les suites

Pour terminer, nous avons essayé de tracer des perspectives en tenant compte des évolutions du monde du travail : éclatement du salariat, précarisation, nouveaux modes de management, télétravail, etc. Les questions féministes, notamment la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, les questions écologiques percutent le mouvement ouvrier traditionnel, apportant des problématiques essentielles et profondément subversives. Les organisations syndicales ont des difficultés à les intégrer à leur

histoire en raison des rapports de dominations qui les traversent, de leur positionnement qui reste pour une part productiviste et en tout cas modelé par la préoccupation de l'emploi. Les militantEs de notre courant, investiEs à la fois dans les organisations syndicales, écologiques et féministes ont un rôle important à jouer dans le dialogue à nouer entre ces différentes composantes, pour que ces questions soient pleinement prises en compte.

Enfin la question de l'auto-organisation, de l'auto-activité du prolétariat, est une question essentielle pour que la prise de conscience de notre force, de notre rôle avance. La lutte contre toute forme de délégation, en particulier aux bureaucraties syndicales, est liée à la possibilité de débats démocratiques à tous les niveaux, de l'assemblée générale des grévistes au Congrès confédéral de la CGT. La construction d'un courant militant, dans les syndicats mais aussi à la porte des entreprises par une apparition politique et des bulletins de boîte qui respectent les cadres d'auto-organisation, qui mènent les débats de manière démocratique, qui cherchent à convaincre de la nécessité et de la possibilité de transformer la société par un processus révolutionnaire est plus que jamais nécessaire!

CorrespondantEs**Meeting unitaire****À Rouen, ensemble contre la réforme des retraites**

Mercredi 29 mars a eu lieu à Rouen un meeting unitaire de la Nupes et du NPA sur une initiative de La France insoumise. Les négociations avec les responsables du PC et des Verts ont été plutôt laborieuses, et il a fallu de la persévérance aux militantEs de LFI pour aboutir.



DR

dans les rues. Notre camarade Christine Poupin a abordé bien sûr aussi le mouvement des retraites, en posant la dimension politique du mouvement social inédit que

nous vivons. Elle a affirmé le nécessaire départ de Macron et de son gouvernement mais avec le souci de préparer un « après-Macron » qui soit favorable à la population

laborieuse; un gouvernement des exploités et des opprimés, sous leur contrôle, pour obtenir satisfaction non seulement sur les retraites mais aussi sur les nombreuses revendications qui permettent vraiment de changer leur vie. Elle a insisté sur la nécessité de préparer cet objectif en rassemblant la gauche de rupture pour préparer ce gouvernement et faire en sorte qu'un changement politique ne profite pas au RN.

En ce sens, une réunion comme celle-ci où se retrouvent ensemble celles et ceux qui sont actuellement mobiliséEs ne résout pas le problème de l'alternative politique qui fait cruellement défaut mais elle permet de montrer qu'il y a des potentialités pour la construire et en tout cas de poser publiquement l'absolue nécessité de sa construction.

Correspondante

Essai

Ce livre important, d'une brûlante actualité, est un hommage à Maurice Olender, historien et éditeur non-conformiste juif, français et belge, initiateur en juillet 1993 d'un Appel à la vigilance contre la résurgence des idées d'extrême droite.

Inspiré par l'exemple du comité de vigilance des intellectuels antifascistes fondé en mars 1934, peu après les émeutes des ligues fascistes à Paris, l'Appel de 1993 proclame : « Nous sommes préoccupés par la résurgence, dans la vie intellectuelle française et européenne, de courants antidémocratiques d'extrême droite. Nous sommes inquiets du manque de vigilance et de réflexion à ce sujet. »

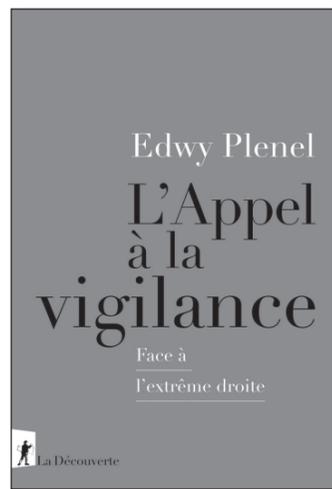
« On ne discute pas recettes de cuisine avec des anthropophages »

Constatant que les propos de l'extrême droite « ne sont pas des idées parmi d'autres, mais des incitations à l'exclusion, à la violence, au crime », les signataires s'engagent « à refuser toute collaboration à des revues, des ouvrages collectifs, des émissions de radio et de télévision, des colloques dirigés ou organisés par des personnes dont les liens avec l'extrême droite seraient attestés ».

Parmi les signataires de l'Appel on trouve, entre autres, Miguel Abensour, Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Umberto Eco, Arlette Farge, Françoise Héritier, K.S. Karol, Nicole Loraux, Charles Malamoud, Maurice Olender, Michelle Perrot, Évelyne Pisier, Léon Poliakov, Rossana Rossanda, Jean-Pierre Vernant. Dénoncé par des plumitifs réactionnaires comme « dictature des minorités » ou « police de la pensée », l'Appel fut caractérisé par le Front national comme une conspiration des « lobbies cosmopolites » et de « l'Anti-France ». En réponse, Jean-Pierre Vernant rappela une évidence anthropologique : « On ne discute pas

L'Appel à la vigilance, face à l'extrême droite, d'Edwy Plenel

La Découverte, 2023, 136 pages, 16 euros.



recettes de cuisine avec des anthropophages ». Quelques années plus tard (1997) Umberto Eco fit une observation très pertinente aujourd'hui : le fascisme change d'apparence, il ne ressemble pas à ses ancêtres des années 1930, cependant « notre devoir est de le démasquer, de montrer du doigt chacune de ses nouvelles formes — chaque jour, dans chaque partie du monde ».

Un Appel prophétique

En déroulant ce récit, Edwy Plenel constate que l'Appel de 1993 était prophétique dans sa critique de l'installation à demeure dans l'espace public des idéologies xénophobes et racistes : en l'espace de trente ans, nous sommes passés d'une prémonition à une certitude. Le message de 1993 porte au-delà de l'époque et du pays qui l'a vu naître. Le mélange de

complaisance et de complicité dont jouissent, dans certains milieux intellectuels et dans les médias, les discours racistes, islamophobes et chauvins est le fumier sur lequel se développe un nouveau fascisme. Les exemples ne manquent pas : Edwy Plenel mentionne les idioties rouge-brun du bien nommé *Idiot International* de Jean-Edern Hallier, Marc Cohen et Edouard Limonov. Il aurait pu aussi citer les diatribes antisémites du « national-socialiste » Alain Soral.

Le cas le plus dangereux est sans doute le mythe du « Grand Remplacement » que Plenel désigne, à juste titre, comme la doctrine raciste du 21^e siècle.

Inventée en 2010 par l'écrivain Renaud Camus — passé sans transition de l'antisémitisme le plus grossier (« il y a trop de juifs à France Culture ») à la haine des immigrés et des musulmans — cette « doctrine » est assumée sans complexe par Éric Zemmour, Michel Houellebecq et Michel Onfray (parmi beaucoup d'autres) et ne cesse pas de faire des émules. Parmi eux, un transfuge de la gauche antiraciste, devenu idéologue de l'anti-antiracisme, Pierre-André Taguieff, auteur de cette « hypothèse » délirante : « l'objectif politique réel et la stratégie des idéologues néogauchistes de la "créolisation" en France : favoriser par tous les moyens le grand remplacement pour prendre le pouvoir ».

Idéologie meurtrière

Cette doctrine, devenue un cri de ralliement et un appel à la croisade,

n'est pas, observe Plenel, une idée parmi d'autres : c'est une idéologie meurtrière. Les terroristes d'extrême droite responsables des tueries de masse à Christchurch en Nouvelle-Zélande et Buffalo aux USA se réclamaient de la « théorie » du Grand Remplacement.

Contre ces miasmes empoisonnés, Plenel rappelle un héritage précieux : la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». À condition de ne pas considérer cet acquis comme une donnée figée, mais plutôt comme un idéal inachevé, qui ouvre à l'infini l'horizon des émancipations « dans un mouvement permanent et universel, sans cesse renouvelé et renaissant sous toutes les latitudes ».

Faisant référence aux déclarations de Jean-Pierre Vernant, Umberto Eco et Nicole Loraux à la suite de l'Appel de 1993, Edwy Plenel écrit : « Les relire aujourd'hui fait souffler un vent d'air frais dans l'atmosphère empestée de ce qu'est devenu le débat public français ». Chaque mot s'applique à son essai de 2023.

Michael Löwy

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com
 27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Lundi : 14 h - 20 h,
 mardi au samedi : 12 h - 20 h

Marxisme

Journée internationale pour le centenaire d'Ernest Mandel

Une journée organisée le samedi 15 avril à Paris.

Décédé en 1995, Ernest Mandel est né il y a cent ans, le 5 avril 1923 à Francfort. Jeune militant trotskiste d'origine juive dans sa patrie d'adoption, la Belgique, il échappa de peu à la mort dans un camp de concentration nazi. Dans les années 1950 et 1960, il se consacra au militantisme dans les rangs du mouvement ouvrier belge et de la Quatrième Internationale. Ce fut aussi durant ces années qu'il émergea comme l'un des principaux théoriciens du marxisme de l'après-guerre avec des ouvrages comme son *Traité d'économie marxiste* (1962), *la Formation de la pensée économique de Karl Marx* (1967) et *le Troisième Âge du capitalisme* (1972), ainsi qu'un grand nombre d'écrits politiques.

Ernest Mandel a été un des principaux inspirateurs de Mai 1968 en France et de la radicalisation mondiale de la jeunesse de cette période-là, ce qui lui valut une interdiction d'entrée en France, ainsi que dans plusieurs autres pays dont l'Allemagne et les États-Unis.

Il réalisa l'exploit rarissime d'être à la fois un dirigeant en pointe du mouvement révolutionnaire et un intellectuel reconnu, invité en 1978 à prononcer des conférences sur les ondes longues du développement capitaliste dans le cadre des prestigieuses Marshall Lectures de l'Université de Cambridge.

Mandel a toujours été partisan d'un marxisme ouvert, antistalinien et antisectaire, et s'est battu sa vie durant pour une conception radicalement démocratique du mouvement ouvrier et du socialisme.

Voir : <http://www.ernestmandel.org/>

15 avril 2023, 45, rue des Saints-Pères, Paris, Amphithéâtre Lavoisier A
Ouverture et Table ronde 1 – 9h30-12h30. Mandel, marxisme et mutations du capitalisme : Daniel Albaracín, Cédric Durand, Francisco Louça, Birgit Mahnkopf. Présidence : Manuel Kellner
Table ronde 2 – 13h30-16h. Mandel, 1968 et les nouvelles radicalités : Sebastian Budgen, Janette Habel, Alexander Neumann, Jaime Pastor, Pierre Rousset. Présidence : Ludvine Bantigny
Table ronde 3 – 16h-18h. Mandel, mouvement ouvrier, révolution et socialisme : Mateo Alaluf, Michael Löwy, Catherine Samary, Denys Pilash. Présidence : Daria Saburova
 Organisateur : Gilbert Achcar, Razmig Keucheyan

Essai

Le Suicide de l'espèce, de Jean-David Zeitoun

Éditions Denoël, 2023, 256 pages, 20 euros.

« Comment les activités humaines produisent de plus en plus de maladies », le sous-titre du livre que vient de publier Jean David Zeitoun, docteur en épidémiologie clinique, est explicite. L'ouvrage est une contribution à la compréhension rationnelle d'un paradoxe apparemment absurde.

Les industries que l'auteur désigne comme « pathogènes » (industries fossiles, chimie, transformation alimentaire, production d'alcool et de tabac), sont à l'origine de l'explosion de maladies que la société cherche ensuite à soigner par son système de santé. L'expansion d'activités industrielles humaines (qui ne sont donc pas des fatalités) a pour conséquence la montée en puissance de pathologies chroniques (obésité, diabète, cancers, maladies cardio-vasculaires...). Elles amènent aujourd'hui l'espérance de vie, et notamment de vie en bonne santé, à stagner voire à régresser, y compris dans les pays les plus économiquement développés. Elles s'accompagnent de coûts considérables pour les systèmes de santé qui peinent à y faire face.

Trois risques d'exposition

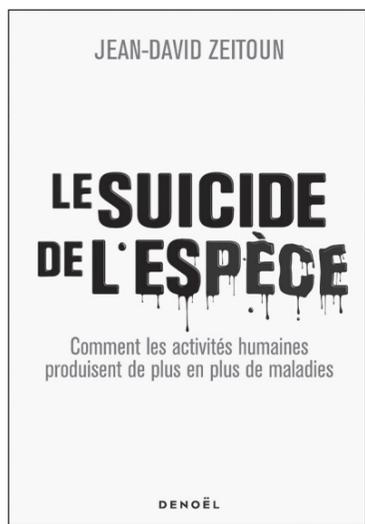
Rejetant à la fois les théories complottistes et le fatalisme, le livre analyse de

manière précise plusieurs mécanismes de la catastrophe sanitaire en cours. Il en démontre de manière concrète la logique et en désigne les responsables : les industriels, les États et leurs politiques.

Selon une étude du GBD¹, 48% des années de vie perdues ou de maladie de la population mondiale sont dues à l'exposition à un ou plusieurs risques liés à l'activité humaine. J-D Zeitoun en étudie successivement trois facettes : « l'offre de risque », la « demande de risque » et la « défaillance politique ».

Business et rentabilité

« L'offre de risque » est la plus aisément compréhensible. Elle vient directement des entreprises. Pour certaines « le risque est leur business, et la maladie le produit de leurs produits ». Pour d'autres « le risque est le produit collatéral de la rentabilité [...] parce qu'il est moins cher de produire salement que proprement ». La première catégorie est illustrée par l'industrie alimentaire et ses produits ultratransformés, qui subissent traitements ou ajout de substances sans aucune valeur nutritive mais dangereuses pour la santé. La seconde est abordée à travers l'exemple de la pollution industrielle et de ses effets, celle-ci étant le premier risque mondial après l'hypertension artérielle.



J-D Zeitoun s'attache ensuite à montrer comment cette « offre de risque » rencontre une « demande » plus complexe à analyser : comment comprendre que l'on « demande » des produits dont les effets sont négatifs sur la santé, voire mortels ? Rejetant une analyse moralisante, culpabilisante ou stigmatisante, le livre s'efforce de comprendre la rationalité de cette demande, « par erreur », « par inattention », « par dépendance » ou « par désespoir »

Une question politique

La dernière partie de l'analyse porte sur la défaillance du pouvoir politique, que J-D Zeitoun attribue à trois types « d'erreurs ». La première est celle de la croissance à tout prix. Pour l'auteur, « il n'existe pas de preuve théorique ou factuelle que la croissance telle qu'elle est définie soit compatible avec la conservation de la planète et de l'espèce ». La deuxième est à relier à un « dérapage du libéralisme », « laissant croire aux individus qu'ils avaient dans leurs mains les clés de leur santé, alors que les causes de leurs maladies les dépassent ». La troisième proviendrait « de la sous-estimation des dommages épidémiologiques et économiques ».

Sous le titre « Sauver l'espèce », l'auteur aborde dans la dernière partie les remèdes possibles : ceux-ci consistent prioritairement à « mater l'offre » en réprimant les industries pathogènes. Pour ce faire plusieurs armes sont à la disposition des États, à condition qu'ils les utilisent : elles consistent à « réguler » en interdisant ou limitant l'accès aux produits dangereux, à les « taxer » et à « accompagner » la reconversion des industries concernées.

« Activités humaines » ou capitalisme ?

J-D Zeitoun dénonce avec vigueur et pertinence les errements d'un système

qui détruit celles et ceux qu'il est censé faire vivre. Son horizon reste toutefois celui de la « régulation » d'un mode de production envisagé comme indépassable. L'irrationalité d'une société dont les activités produisent les outils de sa destruction est pourtant celle d'un système historiquement daté, régi par les lois du marché, de la concurrence, de la recherche du profit : le capitalisme. L'inefficacité des politiques publiques n'est pas due à des « erreurs », mais au fait que l'État est structurellement au service de ceux qui dominent cette société. C'est la raison de l'échec de politiques qui ont « proposé aux victimes de se défendre sans armes » et « donné aux coupables la liberté d'action qu'ils voulaient ». Imposer d'autres choix, plus contraignants, suppose la lutte et le rapport de forces.

Dans la conclusion de son ouvrage J-D Zeitoun, faisant référence à *l'Homme révolté* d'Albert Camus, dénonce les « crimes industriels qui participent au suicide de l'espèce » comme des « crimes logiques ». Il ajoute que « pour autant ces crimes ne sont pas intouchables et ils valent bien une révolte », celle-ci devant toutefois à ses yeux se différencier de « son dérapage vers la révolution ».

Celles et ceux pour qui « nos vies valent plus que leurs profits » liront néanmoins avec intérêt l'ouvrage de J-D Zeitoun, y puisant des arguments pour leur combat.

J.C. Laumonier

1 – Réseau international de chercheurs produisant des études épidémiologiques.

REPORTAGE Au Kurdistan, le Newroz de la colère

La fête de Newroz, le 21 mars, est un symbole identitaire très important pour les Kurdes. Célébrée dans le monde entier par la diaspora, mais plus particulièrement au sud-est de la Turquie, la région à majorité kurde, cette fête a longtemps interdite et réprimée par les différents gouvernements turcs, puisque dans l'idéologie kémaliste, les Kurdes étaient des « Turcs des montagnes » sans droit à leur langue ni à leur culture. La banderole qui accueillait les visiteurs à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan de Turquie, spécifiait bien « Un peuple, une langue, une culture », turques évidemment.

L'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan en 2003, qui a cherché dans les premières années à négocier avec le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) et avec Abdullah Öcalan, son leader emprisonné, a assoupli les conditions de la célébration de Newroz : la fête a été autorisée, elle pouvait même être retransmise en direct.

Guerre en Syrie et restrictions pour Newroz

Cette accalmie a duré jusqu'au début de la guerre en Syrie et la mise en place de l'AANES (Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie). Les priorités de RT Erdoğan ont changé. La perspective d'un Kurdistan autonome sur le modèle du Kurdistan autonome d'Irak, qui pourrait même revendiquer une partie du territoire turc, l'ont poussé à aider l'OEI (organisation de l'État islamique) qui massacrait les Kurdes et à construire un mur de 700 kilomètres tout le long de sa frontière avec la Syrie, à envahir Al-Bab, puis la province kurde syrienne d'Afrin en janvier 2018 et en octobre 2019, les villes de Serêkaniyê et Tall Abyad. Dans le même temps, tous les maires kurdes élus démocratiquement (parfois avec 90 % des voix) ont été destitués, les dirigeants du HDP (parti démocratique des peuples) emprisonnés, ainsi que des milliers de militants de base. Newroz a continué à être autorisé, mais avec des restrictions et une présence policière écrasante : interdiction des couleurs kurdes même sur les robes des jeunes filles, interdiction des portraits d'Abdullah Öcalan, interdiction de toute référence au PKK et à son président emprisonné, la liste est longue.

Tremblements de terre, corruption

Newroz 2023 s'est déroulé dans un contexte plus tendu encore et l'ambiance n'était plus à la fête, plutôt à la colère. Les deux tremblements de terre qui ont secoué la Turquie ont eu leurs épicentres dans le sud-est du pays, où des villes majoritairement kurdes ont été pratiquement rayées de la carte et dans la province d'Hatay, au sud-ouest du pays. Hatay, province syrienne donnée par le protectorat français à la Turquie en 1939, a la particularité d'être principalement peuplée de Kurdes et de membres de la communauté alévie. Deux minorités détestées par le parti sunnite de RT Erdoğan, l'AKP.

Oppression des Kurdes

Est-ce un hasard si les secours ont mis plusieurs jours à arriver, alors que les survivants tentaient d'extraire leurs proches des décombres à mains nues ? On peut en douter, surtout quand



La police présente en masse devant la tribune contient la foule en colère. NPA

l'armée, habituellement appelée à la rescousse dans tous les pays du monde, s'est contentée de bloquer les convois de solidarité du HDP et de la société civile, sans tenter d'aider la population. À Adiyaman, une ville proche de l'épicentre du séisme, rasée à 60 % et inhabitable à 80 % selon les ONG, les habitants nous montraient leurs immeubles transformés en sandwichs de béton, et nous disaient « il y a encore 3 personnes sous ces décombres, au moins 2 sous celui-là », un mois et demi après le séisme.

Colère aussi contre la corruption et les permis de construire de complaisance qui ont entraîné la mort de dizaines de milliers de Kurdes. Comme l'a souligné Mithat Sancar, co-président du HDP, à la tribune de Newroz : « Le gouvernement est responsable de la transformation de ces tremblements de terre en catastrophe majeure. Il est temps de se séparer d'eux. »

Interdiction du HDP

La menace de l'interdiction du HDP va très probablement se concrétiser le 11 avril, à moins d'un mois des élections présidentielles du 14 mai 2023. Depuis décembre 2022, le HDP a d'ailleurs été privé de toutes les subventions accordées aux partis politiques par l'État, le privant d'une grande partie de ses ressources. Le HDP est particulièrement dans le collimateur de RT Erdoğan : en 2015, les 14 % qu'il avait obtenu aux élections législatives avaient coûté à l'AKP la majorité au Parlement et provoqué la fureur d'Erdoğan qui, refusant les résultats, avait manœuvré pour que les élections soient annulées, puis créé un climat de guerre civile dans le pays pour effrayer la population et finalement récupérer la majorité au Parlement.

Pour résister à cette menace sur son existence même, le HDP a décidé de faire alliance avec Yeşil Sol Parti, un parti écologiste de gauche, dans le cadre des élections législatives et de ne pas présenter de candidatE aux présidentielles, appelant de fait à voter pour le candidat de la coalition formée autour du CHP (parti social-démocrate kémaliste) Kemal Kılıçdaroğlu. Cette coalition

hétéroclite, surnommée la « table des six », n'est pas sans poser de problème car elle comprend le İyi Parti (le Bon Parti) qui est en fait une scission du MHP (Parti d'action nationaliste, extrême droite, lié aux fameux « Loups gris ») qui lui s'est allié à l'AKP. Bien que farouchement opposé à une alliance avec un parti islamiste comme l'AKP, le İyi Parti est tout aussi farouchement anti-kurde que ses anciens collègues du MHP. Les discussions entre le CHP et le HDP ont d'ailleurs bien failli provoquer le retrait de la dirigeante du İyi Parti, Meral Akşener, mais le pragmatisme électoral l'a fait changer d'avis.

Erdoğan en sursis ?

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, Erdoğan est sérieusement en danger. Sa gestion catastrophique de la crise humanitaire provoquée par les tremblements de terre a beaucoup entamé sa crédibilité, malgré les excuses qu'il s'est senti obligé de présenter à la population. Ce n'est

cependant pas le seul boulet qu'il traîne : l'inflation sur les produits de base en Turquie explose et la livre turque s'est effondrée. Comme les immeubles construits récemment sans respecter les normes antisismiques en vigueur, corruption oblige. L'ascension d'Erdoğan s'était pourtant faite sur la crique virulente de la corruption et du non-respect des normes après le tremblement de terre meurtrier d'Izmit en 1999. Comble du cynisme, les habitants de Diyarbakir forcés d'évacuer leurs immeubles récents fissurés et dangereux, continuaient à trouver dans leur boîte aux lettres la facture de « l'impôt spécial prévention des séismes » créé en 2003, dont les millions collectés ont visiblement servi à autre chose.

Il ne reste à Erdoğan que peu d'options, face à des sondages plus que serrés et une conjoncture économique et humaine désastreuse. Celle des cadeaux aux entreprises et aux particuliers – ce qui a déjà commencé – en offrant des réductions d'impôts et même des annulations de dettes. Celle de la fuite en avant en envahissant le Rojava et en jouant sur le nationalisme et la question épineuse du départ d'une grande partie des réfugiés syriens qui seraient déportés de force. La dernière hypothèse, celle d'un coup d'État militaire, serait compliquée. L'armée, bien qu'expurgée à marche forcée des Gülenistes, après le pseudo-coup de juillet 2016, restant fondamentalement kémaliste. « Her der Newroz, Herdem Azadi » (Newroz partout, liberté partout) était le slogan de ce Newroz 2023.

Mireille Court

L'image de la semaine



LES DIX TERRORISTES ITALIENS RÉFUGIÉS EN FRANCE NE SERONT PAS EXTRADÉS.

C'est la fin d'une longue histoire de quarante ans. Mais pas forcément de la polémique entre Paris et Rome. La Cour de cassation a définitivement refusé ce mardi l'extradition de dix terroristes italiens réfugiés en France. La demande d'extradition avait été formulée par le gouvernement italien et soutenue par le gouvernement français. La plus haute juridiction judiciaire valide ainsi la décision de la cour d'appel de Paris, qui s'était opposée en juin dernier à la remise à l'Italie de ces deux femmes et huit hommes.

Le président de la chambre de l'instruction avait alors justifié ce refus par le respect de la vie privée et familiale et le droit à un procès équitable — des garanties prévues par les articles 8 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Les juges français estimaient que de nombreuses personnes arrêtées avaient été jugées en Italie en leur absence et n'auraient pas eu la possibilité de se défendre lors d'un nouveau procès, la loi italienne n'offrant pas cette garantie. [...]

Les dix anciens terroristes réfugiés en France avaient été arrêtés en avril 2021 dans le cadre de l'opération « Ombres rouges ». Ce printemps-là, Paris effectuait un revirement diplomatique et judiciaire spectaculaire et déchirait la « doctrine Mitterrand ». En 1985, le président socialiste s'était engagé verbalement à ne pas extraditer les anciens militants d'extrême gauche ayant renoncé à la lutte armée, à l'exception de ceux impliqués dans des crimes de sang. [...]

« C'est un immense soulagement. Justice est rendue dans le calme et le droit, c'est absolument ce qu'il fallait », a réagi auprès de l'AFP M^{re} Irène Terrel, avocate de sept militants, dont Marina Petrella. Ce mardi, le quotidien Corriere della Sera parle d'une « défaite pour les autorités italiennes, qui avaient présenté la demande d'extradition, ainsi que pour le gouvernement français, qui l'avait acceptée et avait arrêté les dix anciens militants de la lutte armée ».

Arnaud Vaulerin, « Paris dit définitivement non à l'extradition d'anciens terroristes italiens », Libération, 28 mars 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire